

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 18 AVRIL 1977
N° 428 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission Paritaire 56 942

LA JUSTICE AU QUOTIDIEN

Les flagrants délits

Lire page 12

LE PCE ADOPTE LE DRAPEAU FRANQUISTE

**CARRILLO
PIETINE LE SYMBOLE
DE 40 ANS DE LUTTES
ET D'ESPOIR**

Le 15 avril 1977, Carrillo, au nom du Comité Central du PCE, réuni en toute légalité juancarliste, a déclaré : « Nous avons décidé de reconsidérer notre attitude envers un Etat qui nous a reconnus. Le drapeau espagnol ne peut être celui d'aucune fraction politique. Il est celui de tous les Espagnols. Dans toutes les réunions, il sera placé à côté de celui du PCE... Dans le passé, nous avons défendu la République, mais aujourd'hui, le choix n'est pas entre monarchie et république ».

Le drapeau aux trois couleurs, le drapeau de la République, ce sont les peuples d'Espagne qui l'ont hissé, le 14 avril 1931, comme symbole de leurs aspirations les plus profondes, quand ils ont chassé la monarchie réactionnaire d'Alphonse XIII.

Le drapeau aux trois couleurs, c'est celui qui flottait sur Madrid assiégé, c'est l'étendard de combat des ouvriers et des paysans d'Espagne dressés contre l'agression des colonnes de Franco, Mussolini et Hitler, en 1936. C'est l'étendard des Brigades Internationales. C'est le linceul dont on enveloppait — dernier hommage — le corps des combattants qui avaient sacrifié leur vie, pour que vive l'Espagne. C'est le drapeau des milliers d'exilés qui n'ont jamais abandonné la lutte et l'espoir. Quarante ans de dictature franquiste n'ont jamais pu empêcher la classe ouvrière et les peuples d'Espagne, de le dresser au péril de leur liberté et de leur vie, comme un défi, en pleine rue, dans leurs luttes.

Ce 14 avril encore, en Espagne, des manifestations ont salué l'anniversaire de la République et, face à la police de Juan Carlos, ont fait flotter le drapeau tricolore aux cris de : « Demain, l'Espagne sera républicaine ! ».

Et le lendemain, le PCE se prosterne devant l'emblème monarchiste que Franco n'a pu imposer, qu'après avoir massacré des centaines de milliers de travailleurs.

Oui, Suarez a raison : le PCE est bien conforme aux lois fondamentales du franquisme. Il n'a plus rien à voir avec l'internationalisme prolétarien et loin d'être subversif, c'est un soutien du régime existant ! Quand le PCE dit « Nous voulons la démocratie », cela veut dire : « Nous voulons participer activement à l'exercice de la dictature bourgeoise ».

Il y a un mois, Marchais, ex-volontaire pour travailler en Allemagne nazie, est allé, avec l'Italien Berlinguer, soutenir Carrillo et son parti. C'est cela, l'unité des partis révisionnistes. En France, le PCF a renié jusqu'au mqg même de dictature du prolétariat, jusqu'au symbole du poing levé, de l'unité de combat de la classe ouvrière.



qui sont les ouvriers agricoles ?

-1-
Bernard PELO

Qui sont les ouvriers agricoles ? A cette question, on nous répond que le terme exact est «salariés d'exploitations». Cela fait mieux ! selon les syndicats et les pouvoirs publics.

Parce qu'ils sont peu nombreux, moins revendicatifs que les ouvriers de l'industrie, on ne parle guère de cette couche du prolétariat qui compte parmi les plus exploitées. Pourtant, au début du siècle, dans le Languedoc viticole, entre 1905 et 1911, et plus tard, dans les régions du centre et dans les grandes plaines à blé, les ouvriers agricoles, alors très nombreux, ont constitué des syndicats et mené des luttes dures contre les patrons agriculteurs capitalistes. En 1936, ils furent résolument aux côtés de la classe ouvrière, de même en 1947 dans la Picardie, ils suivirent avec leurs revendications, la grève des mineurs. En 1968, en une journée, 70 000 tracts mobilisaient les ouvriers agricoles du bassin parisien... Les patrons cédaient en trois jours de grève.

Aujourd'hui, l'exode a frappé encore plus fort parmi eux, que parmi les petits paysans. Les syndicats, jugeant sans doute de peu d'intérêt cette partie de la classe ouvrière, pour servir leurs projets réformistes, les délaissent. Seuls quelques hommes isolés sur le terrain luttent dans le cadre de la FGA-CFDT



C'est le travail des ouvriers agricoles qui fait fructifier les grandes exploitations !

(Fédération Générale de l'Agriculture). Mais, ils animent une lutte syndicale qui n'offre que les perspectives peu exaltantes, du programme commun.

Il y a d'autre part la compromission avec les patrons au travers des conventions collectives signées par les syndicats de collaboration de classe FO, CGC et CFTC.

Les ouvriers agricoles, nous les avons rencontrés dans l'Aisne et dans l'Oise, pays de grandes cultures de céréales et de betteraves, dans le Maine-et-Loire aux pépinières employant plus de 100 ouvriers et dans l'Hérault où les ouvriers immigrés sont très nombreux à travailler la vigne. Leurs revendications sont partout les mêmes : le travail est mal payé, beaucoup plus de la moitié sont au SMIC et même en dessous, les horaires sont longs, les heures supplémentaires ne sont pas payées, les accidents graves du travail sont nombreux, enfin il n'y a pas de sécurité d'emploi. Pour se faire mieux connaître, ils nous ont décrit ce qui leur était commun quelque soit l'endroit de France où ils travaillent, puis chacun a abordé sa situation particulière, mais chacun a souligné que son exemple renforçait la solidarité de classe qui les unissait entre eux et avec les ouvriers travaillant dans les usines.

Les ménages d'ouvriers agricoles ont le plus faible niveau de vie, et il est rare que l'on parle d'eux.

Généralement, leur situation est encore plus difficile que celle des petits exploitants agricoles pourtant particulièrement éprouvés par la crise. Isolés, peu concentrés sur le lieu de travail, ils ont actuellement peu de poids dans la vie politique du pays.

Sur un total de 21 millions de personnes en activité, les ouvriers agricoles représentent à peine 1,7%, ils sont 390 000 à 420 000 travailleurs permanents, suivant les différentes sources statistiques (INSEE ou ministère de l'Agriculture).

le logement : 62% d'entre eux habitent chez le patron et souvent, sont également nourris.

Les ouvriers agricoles sont cinq fois moins nombreux que les exploitants agricoles chefs d'entreprises. Cependant, dans les régions de forte concentration de la main-d'œuvre, si on ajoute à eux les «aides familiaux», les salariés sont deux fois plus nombreux que les patrons. L'«exploitation agricole» qui vit de l'extorsion du travail salarié, est toujours en bonne posture face à l'exploitation familiale servie comme modèle par la propagande de la bourgeoisie.

patrons de l'agriculture, céréaliers et betteraviers sont en bonne santé économique.

Le départ des ouvriers agricoles s'explique par une augmentation de la productivité, considérable dans ces secteurs d'agriculture qui bénéficient du machinisme agricole, des progrès de l'agronomie, de la chimie des engrais. La pénurie mondiale sur le marché des céréales a en outre permis des superprofits aux capitalistes agraires, mais les ouvriers n'ont pas bénéficié de cette situation. Si leur nombre continue à baisser, si la population qui les compose est assez âgée, se pose la question : comment sera l'agriculture demain ? Quelle

heures payées, ce qui est une mise en chômage partiel.

QUI EMPLOIE LES OUVRIERS AGRICOLES ?

Les grosses exploitations, bien sûr ! Celles qui ont plus de cent hectares emploient, pour 76,4% d'entre elles, des ouvriers agricoles. Comme nous l'indique la carte ci-contre, c'est dans le bassin parisien et principalement dans l'Aisne, que l'on trouve le plus grand nombre d'ouvriers agricoles, généralement ils sont employés comme conducteurs de machines, tractoristes sur des exploitations céréalières, betteravières. Ici, c'est l'exemple même de l'agriculture capitaliste où quelques agriculteurs détenteurs d'énormes capitaux, gèrent de très grandes exploitations ; 60% des fermes du bassin parisien ont plus de 50 hectares contre 30% pour le reste de la France.

Les pays de vignobles sont également gros employeurs de main-d'œuvre. L'Hérault en particulier est le pays des exploitations de plus de cent hectares de vignes. Le Maine-et-Loire offre, comme nous le verrons demain, plusieurs types d'exploitations, de la ferme de polyculture-élevage à un seul ouvrier face au patron

place les ouvriers agricoles occuperont-ils ? Le développement d'une agriculture capitaliste s'effectue de toutes façons sur la base de l'emploi de salariés. Aujourd'hui, les patrons embauchent des jeunes formés à la mise en œuvre des techniques nouvelles ; 44% des ouvriers agricoles qui ont moins de 40 ans, ont un niveau de qualification plus élevé que les plus de 40 ans. 70% des ouvriers sont non qualifiés suivant les normes imposées par les patrons ; en fait, la multiplicité des tâches, la parcellisation de leur travail, font que leur savoir-faire n'est jamais payé.

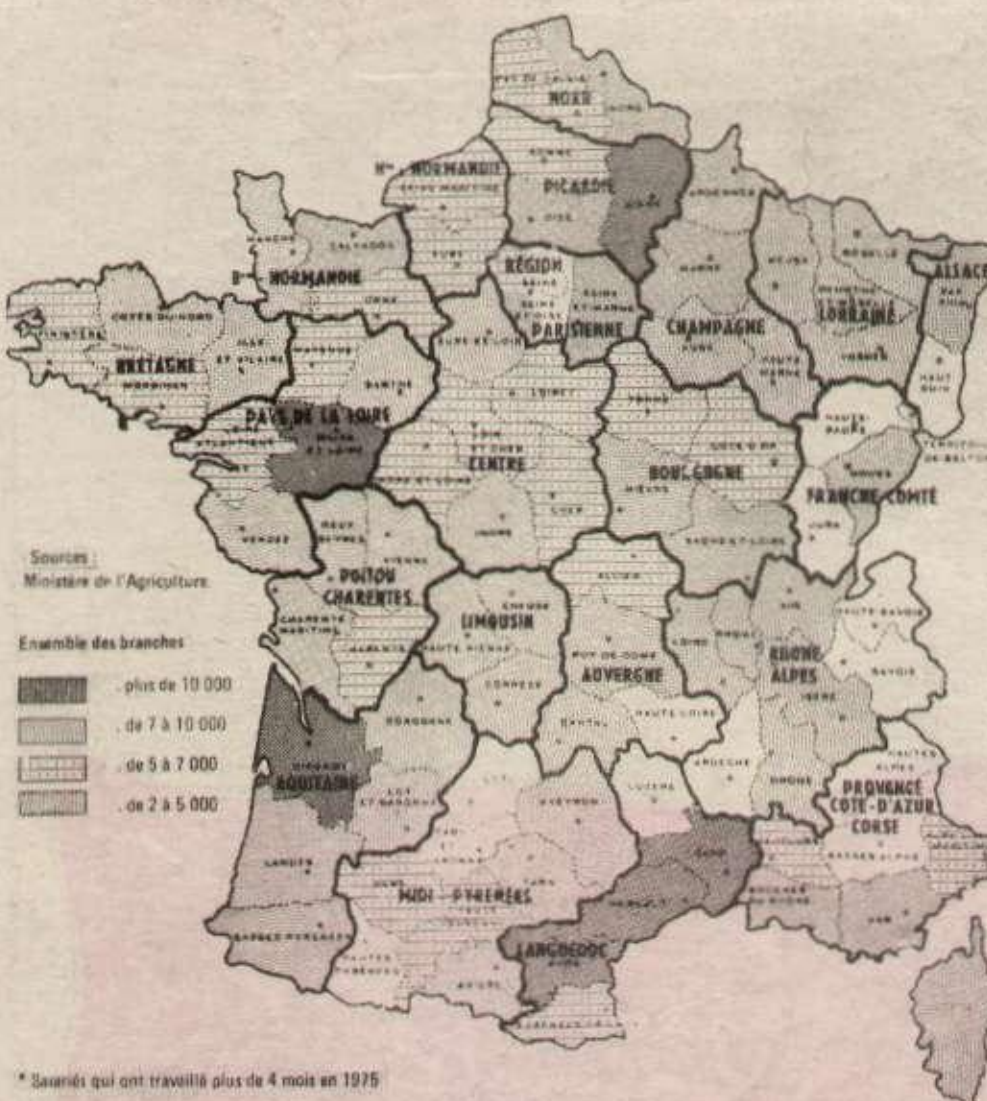
Qualifiés ou non, les ouvriers agricoles sont assurément parmi les plus exploités ; sous prétexte que c'est la nature qui commande, la durée du travail excède souvent très largement les 40 heures légales que les luttes de 68 ont permis d'obtenir. De l'aveu même des pouvoirs publics, la moyenne se situe autour de 50 heures par semaine. Quand la réduction d'heures a été effectuée, c'est avec d'importantes pertes de salaire. Par exemple, en polyculture-élevage, avant la loi des 40 heures, les ouvriers avaient la garantie de paiement de 195 heures par mois. Profitant à leur avantage de la loi, les patrons ne garantissent plus que 160

élevage avec un seul ouvrier face au patron travaillant lui-même la terre, à la pépinière employant 1 000 ouvriers.

Partout où les regroupements sont possibles, les ouvriers agricoles prennent conscience de l'existence de leur classe. S'ils sont 21 fois moins nombreux que les ouvriers de l'industrie, les ouvriers agricoles affirment leur volonté d'appartenir à la même classe. Les jeunes en particulier, se dégagent des chaînes du paternalisme imposées aux plus âgés par les patrons. L'attachement à la terre ne joue plus dans la mesure où 22% seulement des fils d'ouvriers agricoles exercent eux-mêmes le métier de leur père.

LES SALAIRES DE L'ENSEMBLE DES BRANCHES DE LA PRODUCTION (*)

- POLY-CULTURE ELEVAGE, CULTURE SPECIALISEES, FORETS, VITICULTURE ET DIVERS -



* Salariés qui ont travaillé plus de 4 mois en 1975

Si un tiers d'entre eux ne sont pas mariés entre 40 et 49 ans, c'est également parmi les ouvriers agricoles que l'on trouve les familles les plus nombreuses. En comptant les retraités et les enfants, on atteint la proportion d'un salaire régulier pour dix personnes. Très peu de femmes, 10%, ont un emploi de salariée déclarée, souvent, elles travaillent ainsi que d'ailleurs les enfants, comme aide du père, avec peu ou même pas du tout de rémunérations.

Les ouvriers agricoles sont tenus en état de dépendance par leurs patrons, avec

L'INTENSIFICATION DE L'EXPLOITATION DANS L'AGRICULTURE CAPITALISTE

Paradoxalement, la population des ouvriers agricoles a diminué d'un tiers depuis 1968. Les 166 000 ouvriers agricoles réduits au chômage ou qui sont partis à la retraite,

ou qui, partis à la retraite, n'ont pas été remplacés, sont les victimes d'un secteur qui n'est pas en crise : les principaux

DOMAINE DE LA PAGEZE : «LA-BAS C'EST CAYENNE !» NOUS DÉCLARE UN OUVRIER AGRICOLE FRANÇAIS

Si les ouvriers agricoles français permanents luttent pour leur retraite à 60 ans, un salaire plus décent et des jours de repos plus nombreux, avec la mensualisation, ils ont de plus en plus l'occasion de se rendre compte que d'autres ouvriers agricoles subissent une exploitation encore plus féroce.

Pour parvenir à un revenu plus décent, beaucoup d'entre eux, travaillent le samedi et le dimanche leur propre vigne ou celle qu'ils ont en fermage ; mais bien souvent, ce travail supplémentaire ne suffit pas, ils doivent de plus en plus vendre leur force de travail durant leur jour de repos en allant «faire quelques heures» dans les domaines environnants. Ils ont ainsi l'occasion de rencontrer ainsi l'occasion de rencontrer les ouvriers immigrés.

Comme l'un d'eux nous a demandé de le dénoncer : «Dernièrement, pour la paille, je suis allé dans une campagne près d'Agde : «le domaine de la Pageze». Jamais plus je ne retournerai travailler pour eux ! Ils ont fait venir des Nord-Africains, auxquels ils font tailler entre 600 à 650 souches de vigne par jour, alors que moi, qui en ai l'habitude, comme tout bon tailleur, j'arrive difficilement à en faire 450 ! Je ne comprenais pas pourquoi ils allaient si vite ; ils m'ont dit qu'ils avaient peur. J'ai fini par comprendre, leur patronne les surveille de loin, toute la journée ! Elle les fait travailler le samedi et le dimanche matin au même prix. C'est un véritable esclavage, elle les fait travailler tant qu'elle peut, puis elle les dégage à coups de pied ! Il faudrait pouvoir discuter avec eux et mieux voir ce qui se passe, mais c'est bon pour se prendre un coup de fusil !»

C'est cette situation quotidienne à laquelle est confrontée la CFDT de Béziers.

Robert RIVIERE

Séminaire de Rambouillet

LE CHEMIN ARDU DE 78

Le premier séminaire gouvernemental, il y a deux ans, s'était fixé un but ambitieux : «l'organisation en France d'une société de type libéral et avancé». Il avait été l'occasion de constater les divergences entre Giscard et Chirac, alors premier ministre, divergences qui ont amené les divisions que l'on sait au sein de la «majorité». Le but de la réunion des ministres et secrétaires d'État cette fin de semaine à Rambouillet aura été beaucoup plus modeste, à l'image des problèmes auxquels sont confrontés les politiciens de droite : comment ne pas perdre les élections de 78, ou dans d'autres termes «définir un plan d'action gouvernemental pour les dix mois à venir».

S'il faut attendre le débat parlementaire du 26 avril pour connaître en détail ce «plan d'action», on peut déjà avoir une idée des grandes lignes : «poursuivre le redressement économique et financier, mener une action en faveur de l'emploi, assurer le progrès social». Il s'agit donc de poursuivre le plan Barre, en y apportant les corrections que nécessite la situation.

Cette adaptation du plan Barre illustre une fois de plus la politique du coup par coup qu'est obligé de mener le gouvernement. Il y a quelques jours, Barre aurait confié à Debré qu'il lui fallait trois ans pour redresser l'économie et la monnaie, et cela a été effectivement le leit-motiv de Barre et de Giscard jusqu'à une période récente : un plan a été défini, il faut s'y tenir avec rigueur et ne pas se laisser aller à des mesures conjoncturelles susceptibles de nuire à ce plan. Ce fut même un des sujets de discorde entre les giscardiens et les chiraquiens : l'objectif principal doit-il être les élections législatives, ou bien une politique de réfor-

me à plus long terme, politique qui inévitablement assurerait le succès de la majorité.

Tous ces beaux discours, c'était avant les municipales, avant le succès de la gauche qui a montré les grandes chances de celle-ci en 78. Giscard en est réduit à changer son fusil d'épaule, sans pour autant adopter une attitude claire. D'un

côté, il concède à son premier ministre le maintien de son plan dans ses grandes lignes — avec donc tout ce que cela comporte de nouvelles attaques contre les travailleurs — ; d'un autre côté, il tente de mettre en place des mesures conjoncturelles pour faire en sorte que le chômage soit moins voyant, ou pour faire quelques concessions en matière d'allocations familiales.

Il cherche à se donner des accents gaulliens et à détourner les problèmes sur la politique étrangère, mais il appelle ses ministres à s'engager dès maintenant dans la campagne électorale en leur précisant qu'ils doivent «non seulement conduire la politique, mais aussi expliquer et convaincre». Il se déclare satisfait du «pluralisme» de sa majorité, mais confie à un de ses conseillers, Serisé, la mission de préparer un grand parti libé-

ral giscardien pour faire contre poids au RPR.

Plus que jamais, Giscard s'avère impuissant à faire autre chose que colmater les brèches les plus grandes.

Non seulement sa «majorité» est maintenant nette et divisée, mais en plus, au sein de son clan, les divisions ne peuvent que se développer. Ne voit-on pas les députés RI faire grands bruits contre les licenciements dans la Sidérurgie lorraine, licenciements que leurs chefs ont orchestrés.

Certes Barre est maintenant Grand-Croix de l'Ordre National du Mérite, mais cette décoration suffira-t-elle à lui faire accepter «l'adaptation» de son plan ? Décidément, le chemin vers 78 est particulièrement ardu pour la droite.

Le gouvernement se met au vert à Rambouillet

LE PATRON DE ESSO
DONNE DES LEÇONS
A GISCARD ET A MARCHAIS

Clifton C. Garvin, vous connaissez ? C'est le PDG de la Exxon corporation, une des plus grosses firmes pétrolières du monde, dont la filiale française est Esso, et qui présente pour 76 un chiffre d'affaire d'environ 260 milliards nouveaux, et un bénéfice net de 13 milliards, nouveaux toujours. Ce monsieur était en visite en France, où il a été reçu par Giscard. Pourtant, il assure que «depuis 72, Exxon a décidé de ne plus participer à l'évolution politique d'un pays, ou qu'il

soit.» On se vante pourtant d'être capable de «convaincre» le président de la république américaine lui-même, alors à plus forte raison le président d'un impérialisme secondaire comme la France.

Le PDG d'Exxon ne s'est d'ailleurs pas contenté de féliciter Giscard «pour l'exemple que donne la France en matière d'économie d'énergie».

Il a aussi invité Marchais à rencontrer son directeur français «pour lui fournir les chiffres qu'il demande».

Il faut dire qu'une telle arrogance vis-à-vis de nos politiciens bourgeois s'appuie sur des réalités : si la France reste complètement dépendante en matière de pétrole, si aucune politique d'énergie nouvelle n'est développée par l'impérialisme français, Exxon s'en charge : il vient de mettre au point un procédé de gazéification du charbon, il a acquis des réserves de charbon au Canada et en Colombie et il possède des gisements d'uranium en Australie, au Canada et en

explorer d'autres y compris... en Allemagne fédérale.

On comprend que le PDG d'un tel trust se permette de s'immiscer dans les affaires de Giscard, comme on comprend qu'il ne craigne pas beaucoup de rododromes d'un Marchais.

Une seule chose lui fait vraiment peur : la lutte des peuples. C'est pour cela qu'Exxon est «préoccupé» de la situation en Afrique du sud où il possède des gisements d'uranium.

La continuité de Giscard

APRES CHIRAC,
BARRE A
SA MÉDAILLE

Avec bien du mal certes, mais dans une période difficile, Barre sert bien les intérêts de la bourgeoisie. Il méritait donc d'être décoré, et c'est ce qu'a fait Giscard en lui décernant, à l'issue du séminaire de Rambouillet, la grande croix de l'ordre national du Mérite, «ordre» créé par De Gaulle pour ne pas dévaluer la légion d'honneur.

Il est vrai que Giscard n'est pas avare de décorations ni de grands discours : en décembre 74, il avait accordé la même «grande croix» à son premier ministre d'alors, Chirac, avec une déclaration du même style qui se terminait par la nécessité de souligner «l'importance de sa fonction». Il y a quand même une certaine cohérence dans la politique giscardienne : chaque premier ministre a droit à sa médaille, même si, au lieu de sortir la bourgeoisie de sa crise, il l'y enfonce encore un peu plus.

Le commentaire qui a accompagné cette remise de décoration vaut d'être cité : «Vous vous êtes déjà acquis des titres à la reconnaissance de la France par l'action courageuse de lutte contre l'inflation que vous avez menée, et vous allez en acquérir de nouveaux en contribuant à faire sortir la France de la crise». En somme, Giscard considère que la lutte contre l'inflation

En bref... En bref...

Presse quotidienne :
au tour de Fontanet

Les choses se précisent en ce qui concerne le redéploiement de la presse de droite. S'il est de plus en plus probable qu'une vague de départ sera enregistrée au «Figaro» en réaction à l'immixtion de Hersant dans la rédaction, un autre quotidien de droite va voir le jour. L'ancien ministre Fontanet y travaille depuis plusieurs mois, et son journal, dont le titre n'est pas encore arrêté, sortirait à la rentrée, en septembre ou en octobre. Quant à d'Ormesson, quel que soit le journal dans lequel il écrira, il est prêt à passer dans l'opposition si la gauche vient au gouvernement. Et ce après un raisonnement plutôt alambiqué. «Avec le programme commun au pouvoir, le PS sera à l'évidence à droite. Mais comment soutenir la droite s'il s'agit des socialistes ?»

Quelques chiffres
accablants pour Barre

Le gouvernement est prompt à se saisir des quelques chiffres ou indices qui lui sont favorables. C'est ainsi qu'on murmure que Barre aurait bien voulu avancer la date de son débat télévisé avec Mitterrand, qui doit avoir lieu le 12 mai. Il craint que l'indice des prix de mars, qui sera connu fin avril, ne soit vraiment mauvais. D'autres chiffres sont là pourtant pour juger de la situation économique aujourd'hui : si un sondage de l'INSEE fait état d'une certaine reprise de l'investissement (+4%), la production industrielle a baissé en février de 2,3%, et plafonne depuis l'été dernier au niveau le plus bas, celui de mars 75. Les effectifs des entreprises baissent également, le chômage monte (+3,3%), les faillites se multiplient, le nombre de chômeurs secourus augmente, les faillites se multiplient, les tarifs de la SNCF sont en hausse de 6,5%.

Marchais au club
de la presse

Au Club de la presse, Marchais, pressé de répondre sur le fait de savoir s'il y a ou non une infiltration soviétique en Afrique a répondu qu'en tant que secrétaire général du PCF, il n'avait pas à répondre à cette question.

Il n'a pas exclu la possibilité d'accepter l'élection au Parlement Européen, à condition que ses attributions soient limitées à celles définies par le Traité de Rome.

POLITIQUE

Journée de l'arbre

UN PARFUM DE CAMPAGNE ÉLECTORALE

Giscard n'est pas le premier écologiste de France, il l'a concédé aux journalistes qui l'interrogeaient, mais il se considère comme «un des premiers hommes politiques à avoir pris en compte les problèmes de l'écologie». Et de fait, il a beaucoup parlé de l'écologie, des arbres, de la nature, au cours de la première journée nationale de l'arbre, samedi. Il en a beaucoup parlé, mais il n'a pas annoncé de décisions fracassantes dans ce domaine, hormis l'obtention de crédits au musée d'histoire naturelle (crédits dont ce musée manque depuis vingt ans) et la création d'un grand «musée de la nature» au Jardin des Plantes à Paris. L'affluence du public à Beaubourg a dû donner des idées à Giscard en matière de création de musée.

Pour le reste, et sous une forme plus «verte», le président de la République se contente de ressasser les thèmes de la bourgeoisie aujourd'hui : en période de

crise, il ne faut pas rechercher le confort matériel, il ne faut pas tout miser sur l'industrialisation, mais au contraire améliorer la «qualité de la vie», se tourner vers ce qu'on a déjà, en l'occurrence la nature.

De plus, en cette année électorale, cette journée de l'arbre avait à l'évidence un parfum de campagne électorale : n'a-t-on pas vu Chirac parader au centre Beaubourg justement pour présider les résultats d'un concours d'enfants sur la nature, ne l'a-t-on pas vu planter son arbre dans un futur square parisien ? Giscard a lui aussi planté son arbre, et en a profité, une fois de plus, pour flatter les écologistes, en promettant une fois de plus grande aide à leurs mouvements ? Décidément, le pourcentage des voix écologistes aux municipales a suscité beaucoup d'intérêt, et dans la situation d'aujourd'hui Giscard est prêt à se battre pour cueillir quelques voix supplémentaires.

Réunion des leaders socialistes européens avant la conférence de Belgrade

COMMENT SOUTENIR LES INITIATIVES DE CARTER ?

Les dirigeants socialistes européens se sont réunis en fin de semaine. Quatre d'entre eux étaient là au titre de chefs de gouvernement (Callaghan, Schmidt, Soarès et Kreisky), aux côtés de Mitterrand, Gonzales, du parti espagnol, Brandt et Allon, ministre des affaires étrangères d'Israël. Le but de cette réunion à huis clos était d'examiner les problèmes de la «détente», de faire le bilan d'Helsinki et de préparer la conférence de Belgrade, qui doit se tenir en juin.

Les problèmes de la détente prennent une importance particulière pour les partis socialistes aujourd'hui. Pour deux raisons : d'une part, pour ceux qui sont au pouvoir, il s'agit d'envisager la manière dont Carter traite les choses aujourd'hui, et voir quelles initiatives propres, l'Allemagne Fédérale, la Grande-Bretagne ou Israël peuvent prendre en ce domaine. En ce qui concerne la France et l'Espagne, d'autre part, il s'agit de voir de

quelle manière les accords d'Helsinki peuvent servir aux négociations et aux rapports de force avec les partis révisionnistes.

Mitterrand l'a d'ailleurs bien précisé dans la réponse qu'il a adressée à Marchais quand celui-ci lui a proposé une renégociation du programme commun : une des propositions du PS sera de faire figurer un paragraphe sur les accords d'Helsinki, et en particulier sur la «libre circulation des hommes et

des idées». La tactique est simple : obliger le PCF, qui évoque souvent Helsinki, à prendre en compte l'ensemble des décisions de cette conférence, et par là-même, à se séparer un peu plus de l'URSS. La politique étrangère sera d'ailleurs un des points chauds des négociations entre le PS et le PC. Certes, le PCF se déclare d'accord pour rester dans le cadre de l'alliance atlantique, certes il multiplie les preuves de bonne volonté, comme le récent voyage d'un sénateur PC aux Etats-Unis dans le cadre d'une commission parlementaire sur les problèmes de défense, mais il n'en reste pas moins que le PCF entend bien réactiver, une fois au pouvoir, les relations avec les pays de l'Est, d'un point de vue économique, et en conséquence d'un point de vue politique.

Quelles que soient les nuances, souvent de cir-

constances, il y a au sein de l'union de la gauche, deux interprétations des accords d'Helsinki : celle du PCF, qui ne retient de la détente que ce qu'elle a de favorable aux visées agressives de l'URSS, et celle du PS, qui se place explicitement dans la mouvance des USA. Ce n'est pas par hasard si Jean-Pierre Cot et Rocard ont été aux Etats-Unis en février, que Robert Pontillon s'y trouve, et que Mitterrand s'y rendra avant la fin de l'année.

La social-démocratie européenne, qui est en passe de diriger une large majorité de pays, éprouve le besoin de faire le point et de préparer la conférence de Belgrade : le fait que leur réunion se tienne au Pays-Bas, largement dominé par les Américains, indique assez derrière, quelle super-puissance entendent se placer ces «socialistes».

LUTTES OUVRIÈRES

Manifestation pour la nationalisation de la sidérurgie

LES JC ÉTAIENT 5 !

Des milliers de tracts avaient été diffusés, des communiqués avaient été publiés dans la presse, les secrétaires des JC et de l'UEC, les fédérations de Moselle et de Meurthe-et-Moselle sud et nord avaient appelé à l'initiative ; il s'agissait d'organiser une grande marche pour l'emploi et la nationalisation de la sidérurgie, dans les rues de Thionville, samedi après-midi. Cette manifestation devait permettre «de mobiliser les jeunes pour qu'ils participent nombreux au Tour de France du chapeau de la JC».

A Thionville, nombreux étaient les gens à profiter du soleil pour flâner, et faire leurs emplettes.

Au lieu fixé pour le départ de «la grande marche», ils n'étaient que 5... ne sachant pas trop quoi faire avec leur banderole et leurs pancartes. Après une heure d'attente, ils rangèrent leur matériel, et allaient au café du coin. Dans une ville où la nouvelle municipalité est aux mains des révisionnistes du PCF, c'est un échec cuisant, et alors que des centaines de jeunes des CET sont en lutte.

Corr. Thionville

General Motors (Gennevilliers)

1,6% plus 1% de rattrapage, 100 francs de prime pour le seul mois d'avril ; telles sont les dernières propositions de la direction. «Des miettes» disent les travailleurs, mais aussi un tournant dans la lutte, car face au blocage qu'impose la General Motors, ce n'est surtout pas le moment de céder ! Face à cette volonté des travailleurs, quelles initiatives ont été prises ces jours-ci ? Jeudi 14, où a eu lieu la journée d'action de la métallurgie, une délégation a été envoyée au ministère du Travail pendant que les ouvriers de Chausson attendaient les travailleurs de la General Motors à la Bourse du Travail de Gennevilliers pour discuter avec eux des obstacles à la lutte dans la période. Une poignée de responsables syndicaux s'étaient déplacés sans avoir visiblement mobilisé dans l'usine, ni avoir répondu à l'aspiration des grévistes à populariser et étendre leur lutte. En fin de semaine, c'est une centaine de travailleurs seulement qui se sont déplacés pour rester devant un cordon de CRS, alors que les élus PCF de Gennevilliers allaient voir un sous-fifre du ministère. Toutes initiatives offrant bien peu de perspectives sinon de s'opposer aux «bradeurs de l'économie» et à s'unir autour du programme commun. Ouvriers et ouvrières ne sont en tout cas pas prêts à céder !

«2 100 F par mois, un gosse à nourrir, 800 F de loyer, ça ne peut plus durer», explique une OS de la chaîne des allumeurs, ajoutant «qu'avec une demi-heure pour manger, la chaîne qui va de plus en plus vite, tu en as pour deux mois et demi de maladie comme cela m'est arrivé».

Cette colère accumulée, on la retrouve partout chez ceux du secteur des bougies comme chez ceux de la chaîne des allumeurs. Et au 18^e jour de grève, devant l'intransigeance de la direction, cette colère prend une autre allure. «Il faudrait qu'on s'y mette tous, sinon quoi faire d'autre ?»

Aujourd'hui, des ques-

tions urgentes sont posées par les travailleurs : «On est là pendant toute la journée sans rien faire. Il y a des problèmes financiers et on en discute même pas». La volonté de consolider l'unité des grévistes, de se serrer les coudes, que donne-t-elle chez les dirigeants syndicaux, membres du PCF ou du PS ? «La CGT considère comme positive le déblocage de la discussion chez la direction... les travailleurs seront régulièrement informés de l'état des négociations et des mesures pratiques de vote seront prises lorsque pour notre part, nous estimerons notre mandat rempli» explique la CGT tout en ajoutant bien sûr

que les travailleurs doivent obtenir satisfaction... C'est cette conception de la démocratie que l'on retrouve aussi chez ce délégué de la CFDT, membre du PS disant : «On ne peut s'opposer au travail posté de nuit pour les femmes sinon elles risquent d'être licenciées». L'aspiration des travailleurs à participer aux discussions sur la grève et ses perspectives commence à être prise en compte par certains militants CGT et CFDT actifs dans la lutte. Outre les discussions dans la salle de la cantine qui se déroulent spontanément, des réunions par ateliers vont être organisées où seront débattus les problèmes

de la lutte actuellement ainsi que des nouvelles perspectives à lui donner.

Les questions posées seront nombreuses. Pourquoi le PCF entretient-il l'illusion qu'il y a des luttes à Gennevilliers, sinon pour masquer sa tactique consistant à préparer les élections de 78 au détriment de l'aspiration des travailleurs de la General Motors à mettre en échec le patron tout de suite ? Comment répondre largement à l'appel des travailleurs de l'Alsthom St Ouen à manifester avec ceux de la General Motors et quel caractère donner à cette manifestation prévue pour la semaine prochaine : promenade ou objectif pré-

cis telle que la zone industrielle de Gennevilliers, Villeneuve, les quartiers populaires, etc ?

Telles sont les questions qui ne manqueront pas d'être débattues ces deux jours. La remise en cause de la tactique du PCF se remarque même jusque dans ses propres rangs. Un militant CGT, membre du PCF ne nous disait-il pas : «Dans la période, je ressens une contradiction entre le fait de faire mon travail syndical et celui de militant de mon parti. Je lis de plus en plus rarement l'«Humanité». Ça fait du bien de discuter politique».

Corr. Gennevilliers

"QUE FAIRE D'AUTRE, SINON TOUS S'Y METTRE ?"

Manifestation avec les ouvriers de l'Alsthom cette semaine



LUTTES OUVRIÈRES

Commerce

"PAS DE SALAIRE INFÉRIEUR A 2200F !"

Les «Félix Potin» de Paris 10^e, Champigny, Montreuil, en grève illimitée

A Félix Potin, l'action est engagée ; elle couvrait depuis longtemps. Dans les magasins Félix Potin, une caissière gagne moins de 1 700 F par mois, un employé de libre-service, quant à lui touche 1 660 F. De plus, depuis plusieurs mois, avec la fusion de plusieurs sociétés, (le Confort Français, les Montreuil), le groupe commercial modifiait les contrats et surtout divisait le personnel d'un même magasin, par contrats de sociétés différentes. C'est le cas du super Félix Potin, dans la rue de Malte, à Paris dans le 10^e arrondissement. Dans ce dernier, ils sont près de 50 qui subissaient les méfaits de la rentabilisation maximum du personnel imposé par la direction. Ils sont en grève avec d'autres magasins (Champigny, Montreuil).

Le salaire d'embauche, rue Malte est de 1 794 F brut et plus de 50% du personnel n'a pas encore 2 000 F bruts par mois et pour plusieurs, cela après huit ou dix ans d'ancienneté ! Les charges de travail augmentent tout le temps : le patron embauche des caissières qui deviennent rapidement caissières- vendeuses tandis que les employés «libre-service» se retrouvent avec diverses tâches de manutention supplémentaires.

Jusqu'en avril, le personnel subissait de la CRETIS-SAF toutes ces conditions de travail et de salaire déplorables. Mais, lors de l'annonce par la direction de son plan d'augmentation des salaires, qui ferait qu'au premier février 78, le salaire d'embauche serait de

1 876 F, la coupe étant déjà bien pleine, elle a débordée.

Depuis le 8 avril, les travailleurs du Félix Potin de la rue de Malte, ainsi que leurs camarades du Félix Potin de Champigny et du centre commercial de Montreuil ont décidé avec leur seule organisation syndicale présente sur ces magasins, la grève illimitée avec occupation des magasins, jour et nuit pour la satisfaction de la revendication principale : pas de salaire inférieur à 2 200 F par mois.

La direction ? «Je n'ai pas les moyens» affirme-t-elle. Toujours est-il que cela ne l'a pas empêché de trouver les millions nécessaires pour acheter le célèbre vignoble bordelais «Château Margot». Tous les employés sont décidés de ne plus plier aux

volontés de la direction. A Paris, comme à Montreuil, comme à Champigny, tous ensemble, ils exigent : «Pas de salaire inférieur à 2 200 F !»

LE PRINTEMPS A NOUVEAU DANS L'ACTION

Après une période d'attente de la part des organisations syndicales, à l'initiative des sections CFDT-Printemps et Prisunic, une assemblée-meeting est appelée pour le 20 avril, à 6 heures, à la cantine Prisunic, rue Joubert, à Paris, dans le 9^e arrondissement. Ce meeting fera suite à une réunion du comité central d'établissement qui doit fixer une troisième charrette de licenciements. Déjà, deux charrettes ont été annoncées qui touchent plus de 300 salariés. Ces licenciements doivent être prononcés fin mai.

Le thème principal de cette réunion, est donc, selon les responsables CFDT, de voir comment relancer l'action contre ce plan de chômage. Un rassemblement de l'ensemble des magasins parisiens Printemps et Prisunic est prévu et appelé par les sections CGT et CFDT pour le lendemain 21 avril devant les sièges sociaux, rue Caumartin et rue de Provence, toujours dans le 9^e arron-

dissement ; des délégations d'autres magasins parisiens à l'initiative de la CGT et de la CFDT doivent venir apporter leur soutien à ce rassemblement.

Aujourd'hui plus qu'hier, l'heure est à l'action : telle est la tendance principale qui ressortait des débats lors de la dernière assemblée générale où le personnel présent posait des questions montrant sa volonté très nette d'engager la lutte. Les formes d'action proposées par les organisations syndicales, notamment des arrêts de travail d'une heure ou d'une demi-journée, par la CGT, la négociation du plan social par la CFTC et FO, le refus de bouger de la CGC, sont aujourd'hui remis en question par ces travailleurs.

Les travailleurs du Printemps jugent eux-mêmes sur pièce quels sont ceux qui les soutiennent. Ce n'est donc pas un hasard si la CGT, la CFTC et FO perdent des voix aux dernières élections professionnelles de mars au profit de la CFDT (+4%).

Aujourd'hui, une question est à l'ordre du jour : comment engager la lutte contre les licenciements ? Tous les travailleurs du Printemps comme tous les travailleurs du commerce sont concernés par la lutte contre les licenciements.

Corr. Commerce

Nord-Pas-de-Calais

JOURNÉE RÉGIONALE D'ACTION LE 24 AVRIL : «VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS»

Les syndicats CGT et CFDT viennent de décider l'organisation d'une journée régionale d'action dans la région du Nord-Pas de Calais. Cette journée, qui aura lieu le 24 avril, portera sur le thème «vivre et travailler au pays». D'après les chiffres des deux syndicats, la région du Nord-Pas de Calais est très fortement touchée par le chômage : il y a actuellement 78 000 chômeurs. Les licenciements et fermetures d'entreprises et pas seulement dans l'industrie textile se multiplient à tour de bras. Au chômage grandissant s'ajoutent les bas-salaires. 300 000 travailleurs du Nord-Pas de Calais touchent un salaire inférieur à 2 000 francs par mois. La journée du 24 se traduira par des arrêts de travail de 4 heures minimum ainsi que par l'organisation de manifestations dans différentes villes de la région.

Boursin

REPRISE SANS SATISFACTION ; FO SE TAIT

Les travailleurs de l'usine Boursin (fabrique de fromages) viennent de reprendre le travail alors qu'ils étaient en grève depuis la journée du 24 mars. Les revendications pour lesquelles ils se battaient, l'aménagement des congés, l'assurance qu'il n'y ait aucun licenciement, (de nombreux sont prévus suite à une réorganisation imminente), n'ont pas été pour l'instant satisfaites. Pourtant, les travailleurs tout au long de ces derniers jours avaient fait preuve d'une grande combativité, et constitué en outre, pour exercer une pression efficace sur la direction, un stock de fromages. Ils vendaient d'autre part une certaine partie de cette production pour faire connaître la grève et résoudre le problème des finances.

FO était le seul syndicat présent dans l'entreprise. Certains éléments plus préoccupés d'assurer la «paix sociale» ne sont sans doute pas pour rien dans cette reprise.

Les travailleurs n'ont pas dit leur dernier mot !

Fonction Publique

GREVE DE 24 H, LE 28

Les organisations CGT et CFDT de la Fonction Publique appellent les quelques trois millions de travailleurs de ce secteur à une grève générale de 24 heures pour le 28 avril. Cette journée vient bien sûr suite à l'échec total des négociations qui se sont encore poursuivies ces trois dernières semaines sur la reconduction des «contrats sociaux». Riposte tardive au blocage des salaires, mais dont les travailleurs peuvent se saisir pour aller plus loin !

Bailly

EN GREVE

Les ouvriers et ouvrières de deux usines Bailly (fabrique de chaussures) sont actuellement en lutte. A Villeurbanne et à Chambéry, au total 550 travailleurs exigent les revendications suivantes : pas de salaire mensuel inférieur à 2 000 francs, retour aux 40 heures hebdomadaires (45 heures actuellement), augmentation de la prime annuelle.

BNP Barbès

LA DIRECTION A RECULE !

Pour la réintégration des 2 employés mutés, le combat va continuer

Les employés du centre BNP Barbès dans le 18^e arrondissement de Paris ont repris le travail en fin de semaine. Ils étaient à leur poste dès samedi vu que le travail se fait en 3x8.

Après quatre semaines de grève, cette décision a été prise au vu des dernières propositions de la direction faites vendredi en fin d'après-midi.

Celle-ci, en effet, après avoir fait preuve durant tout un mois de l'intransigeance la plus totale (n'hésitant pas à envoyer par deux fois les CRS contre les grévistes quand ce ne fut pas les milices et autres mercenaires à son service) a finalement

cédé sur une partie importante des revendications, celles portant notamment sur la question des salaires (compensation de la répression du travail de nuit salaire augmenté au bout de 11 mois de travail informatique). En outre, une autre revendication secondaire mais sur laquelle les employés à juste titre ont refusé de céder, la question du paiement des jours de grève a été satisfaite à 70%. Le recul est d'importance quand on sait qu'il y a 48 heures encore, la direction ne voulait entendre parler que de 10% ! Les moyens que les employés se sont donnés pour faire échec aux agressions policières, pour

défendre le centre, l'extraordinaire solidarité qui s'est manifestée notamment lors de la dernière manifestation, tout cela a permis d'imposer ce recul.

Cette première victoire (reste dans deux mois, la réintégration définitive de deux employés mutés) a surtout été possible parce que nombre de grévistes aux côtés d'une partie des militants syndicaux de base, notamment CFDT, ont refusé de suivre la ligne de capitulation prônée par les révisionnistes et réformistes sévissant dans les sections syndicales. On se souvient que ceux-ci ont tout fait pour enterrer la grande

mobilisation des employés de la région parisienne, qui s'est manifestée nettement lors de la manifestation de soutien, il y a 8 jours. C'est un piteux échec pour ces messieurs ! On ne s'étonnera pas, dès lors, qu'ils rendent compte de cette victoire d'une manière pour le moins discrète, dans leur journal «L'Humanité».

Mais la lutte ne saurait être finie. Les deux mois qui viennent seront mouvementés. Des débrayages et manifestations diverses sont prévus pour obtenir, pas seulement en paroles, la réintégration des deux employés mutés dans un autre centre.

NOTRE NOUVEAU NUMÉRO :

636.73.76.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Centre Commercial Régional des Flanades

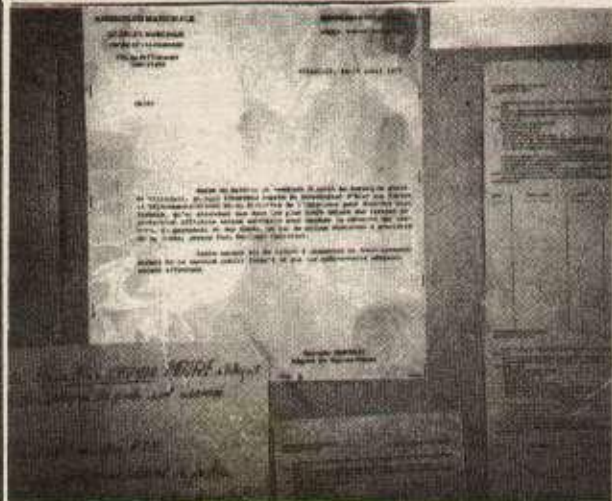
Cour d'appel d'Amiens : pas de politique sur le lieu de travail

La cour d'appel d'Amiens vient d'infirmar une décision du tribunal d'instance d'Amiens du 10 août 1976 qui avait débouté la direction de Ferodo de son action en réparation après une réunion du PCF sur le parking. Le tribunal d'instance avait estimé qu'une telle réunion ne causait aucune gêne à l'employeur. Par contre la cour d'appel s'en prend aux juges du tribunal d'Amiens qu'elle accuse de n'avoir pas fait abstraction de leurs positions politiques et estime que «la société Ferodo était en droit, comme tout propriétaire de s'opposer ainsi qu'elle le fit à l'intrusion dans l'enceinte de sa propriété privée d'éléments étrangers à l'entreprise venus au surplus dans le but d'y effectuer une tournée de propagande politique». La société Ferodo obtient 2.000 F de dommages et intérêts. Les juges de la cour d'appel ont manifestement fait abstraction de leurs opinions politiques !

Marchais appelle les flics au bureau de poste de Villejuif

«Suite au hold-up de vendredi 8 avril au bureau de poste de Villejuif, je suis intervenu auprès du secrétariat d'État aux Postes et Télécommunications et du Ministère de l'Intérieur pour demander avec fermeté, qu'en attendant que dans les plus brefs délais des travaux de protection efficaces soient entrepris pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et des fonds, un car de police stationne à proximité de la poste...»

Cette lettre de Marchais est affichée sur le bureau de poste de Villejuif. Un car de flics stationne désormais à quelques mètres du bureau, le nouveau ministre de l'Intérieur a accédé à la demande de Marchais. L'appel aux flics, de Marchais et de la municipalité PCF de Villejuif, n'est guère apprécié : «On n'a pas besoin d'eux pour ouvrir un bureau de poste, moins on les voit, mieux on se porte», nous disait un vieux travailleur en commandant cette lettre.



Centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine

L'enquête d'utilité publique pour la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine va s'ouvrir incessamment. Contre le projet de cette super-centrale aux portes de Paris, les Amis de la Terre diffusent une pétition qui sera remise au commissaire-enquêteur lors de l'enquête publique. Le CANIF (Coordination Anti-Nucléaire de l'Île de France) appelle les habitants de la région à créer des comités autonomes dans chaque arrondissement de Paris et par commune pour la banlieue.

Nouvelles poursuites contre Papinski ?

Le mardi 12 avril, Jacques Papinski était une nouvelle fois interrogé par la police de la gendarmerie de Saint-André-de-Cubzac. Cet interrogatoire a porté sur sa présence dans le lycée Jean Perrin de Lyon le 7 mai 1976.

Jacques Papinski avait été invité par les lycéens en grève à venir raconter la répression dont il est l'objet dans l'Education Nationale. Le proviseur, bien qu'il ne se soit pas officiellement manifesté a porté plainte.

Le censeur ou présumé tel, sans s'être fait connaître de façon réglementaire, lui a soi-disant demandé de quitter les lieux. Il n'était accompagné d'aucun témoin. En attendant la suite qui sera donnée à cet interrogatoire, les comités de soutien à Papinski ont été alertés.

ESCROQUERIES ET TRUANDERIES EN TOUS GENRES

Périodiquement, comme une bulle venant crever à la surface d'un marais fangeux, des scandales nauséabonds éclatent, semant un peu d'agitation dans les sphères politico-financières. La fréquence de ces scandales semble s'accroître depuis quelques années. A peine trois mois après l'assassinat de de Broglie, prince et député

républicain indépendant, éclate le scandale financier des Flanades. La faible lueur que projette l'enquête judiciaire sur cette affaire ne permet pas d'identifier tous ses tenants et aboutissants, mais elle laisse entrevoir les ombres furtives de quelques hauts personnages mêlés à celles des truands notoires.

Au commencement était le trou, à la fin aussi, mais un autre trou, ainsi pourrait-on résumer l'édifiante histoire des Flanades, centre commercial de Sarcelles, dans la banlieue Nord de Paris, un peu comme celle des Halles. Le trou du début c'est bien entendu celui du chantier au milieu de la ville nouvelle de Sarcelles-Lochères. Peu à peu le trou se comble de béton et surgissent des alvéoles nues prêtes à accueillir des magasins en tous genres : 140 sont prévus. En 1973, la CIRP (Compagnie Immobilière de la Région Parisienne) et la SCIC (Société Centrale Immobilière de la Caisse des Dépôts), toutes deux filiales de la Caisse des Dépôts, inaugurent le futur centre commercial. La CIRP est propriétaire des locaux, la SCIC est gestionnaire. L'architecte du centre est un certain Labourdette qui fut collaborateur du ministre gaulliste de la Construction, Albin Chalandon.

commerce, les Willot, viennent installer un «Bon Marché», cette locomotive devrait entraîner des petits magasins. Le «Bon Marché» est ouvert en avril 72, il ferme ses portes en septembre 73, les «Dalton» s'en vont exercer leurs rackets sous d'autres cieux, leur départ crée la panique parmi les autres commerçants, 18 d'entre eux mettent la clé sous la porte.

Pour sauver le centre, la SCIC essaie d'appâter les candidats-commerçants par de substantielles subventions. L'appât, au lieu de petits poissons, attire quelques gros requins. Les petits commerces se regroupent dans un GIE (Groupement d'Intérêt Économique), subventionné par la SCIC, qui fait faillite : son président réussira mieux en politique en se faisant élire conseiller municipal sur une liste PCF à Saint-Michel sur Orge.

LE BAL DES VOLEURS

Par contre, d'autres commerçants vont commencer un étrange ballet, ouvrant un matin et se déclarant en faillite le jour suivant, certains mêmes se déclarant en faillite avant d'avoir ouvert, après avoir empoché une coquette subvention. Des escrocs se font une spécia-

lité d'ouvrir des magasins bidons quelques jours pour toucher l'argent de la SCIC et se déclarent ensuite en faillite, ce manège lucratif va durer deux ans. Étonnante naïveté de la SCIC ! Le scénario est simple : une société d'agencement de magasins se constitue, présente des devis très gonflés, munis de ces devis, des commerçants sollicitent des aides importantes de la SCIC qui généreusement les accorde. Les crédits offerts vont de 50 à 300 millions d'anciens francs. Tout cela sous couvert d'une série de prête-noms. Pour faire bonne mesure, les magasins-bidons sont hâtivement décorés, quelques morceaux de moquettes sont installés, puis la faillite est déclarée, les affairistes disparaissent. Au total le préjudice pour la SCIC serait de l'ordre de six milliards, elle n'en reconnaît toutefois que cinq cents millions.

DE SAC ET DE CORDE

On trouve de tout dans le panier de crabes des Flanades, on a déjà parlé de Sauger qui fut, selon ses dires, employé à la SCIC pour vendre des magasins invendables. Il avait auparavant travaillé pour l'escroc international Flatto, aujourd'hui réfugié en Israël, il a

également trempé dans le scandale de la «Garantie Foncière» qui révéla le nom du député UDR Rives Henrys.

Le dénommé Taillard a installé sept magasins, dont six ont fermé, il reçut un milliard d'anciens francs de la SCIC sur la base d'un devis établi par la société IDAM, derrière laquelle on trouve le même Taillard.

Parmi les magasins ouverts par Taillard, se trouvait «La Lagune», une boîte de nuit gérée par un ami de la famille Taillard, Orlando.

Orlando eut des démêlés avec un certain Lucciardi entretenant des relations amicales avec un responsable du SAC. Affaire de racket ? L'épouse de Lucciardi a exploité un cercle de jeu : «La Lucarne» qui vient de fermer. Autre boîte de nuit des Flanades rackettée : «Les toits de Paris», sous la coupe de la bande des frères Zemmour.

Le principal hôtel des Flanades, l'Hôtel Viviana : 120 chambres, restaurant gastronomique, est dirigé par M. Larribeau, ancien responsable du SAC.

Le directeur de la CIRP a lui-même acheté un magasin des Flanades : le restaurant de la Grizzeria, il a bénéficié d'un prêt de 2 500 000 F de la SCIC ! Ce restaurant a fermé.

Un autre escroc international émerge du lot : Georges Harvallas, grec naturalisé anglais qui se disait délégué d'une société britannique, la Llwelllyn. Cette société n'existe pas.

La CIRP et la SCIC viennent de se porter partie civile, dans le cadre de l'information contre X ouverte par le parquet de Pontoise. Les deux sociétés immobilières font la part du feu pour éviter que l'affaire n'aille trop loin : «Nous avons eu au maximum cinq employés fautifs dans cette affaire». On pourrait assister à cette occasion à un certain remaniement à la direction de la Caisse des Dépôts dont les dirigeants ne sont pas d'obédience giscardienne. Comme d'autres scandales, celui des Flanades pourrait être un épisode d'un règlement de comptes entre partis de la coalition gouvernementale.

S. LIVET

VOILA LES DALTON !

Le nouveau centre commercial n'attire guère les commerçants, moins de la moitié des 140 emplacements sont placés au prix fort : 3 500 F le m². Aubaine pour la SCIC, les frères Dalton du textile et du

«Coup de poing contre le travail noir»

UNE DIVERSION POUR MASQUER L'AMPLEUR DU CHOMAGE

Un journal parisien particulièrement réactionnaire applaudit aux opérations «coup de poing contre le travail noir». Il s'agit de véritables descentes de police sur des chantiers pour contrôler les travailleurs en situation irrégulière. Deux de ces opérations ont eu lieu ces derniers jours, l'une en Gironde, l'autre dans le Drôme. En Gironde, l'opération déclenchée à l'initiative du préfet, a été menée dans plusieurs chantiers et entreprises. 41 procès-verbaux ont été dressés : trois pour travaux clandestins d'électricité, un pour le

carrelage, un pour la menuiserie, 20 pour la maçonnerie, un pour la plomberie, trois pour les peintures, un pour la plâtrerie, un pour le travail général, dix pour emploi illégal d'ouvriers. D'autres procès verbaux ont également été dressés pour non affichage du permis de construire, emploi illégal de travailleurs étrangers... Dans la Drôme, 734 chantiers ont été contrôlés, 105 étaient en situation irrégulière, dont 34 pour travail clandestin.

La préfecture de Bordeaux met sur le compte du travail au noir 300 000 chô-

meurs ! Par ces opérations et la propagande qui les entoure, le gouvernement tente de faire endosser la responsabilité du chômage aux travailleurs. Or, si certains doivent travailler «au noir», ils ne sont pas, loin s'en faut, aussi nombreux, et l'embauche au noir est souvent le seul moyen pour des travailleurs d'obtenir un complément salarial suffisant pour vivre. Les patrons en profitent largement, imposant des bas salaires et des conditions de travail particulièrement dures aux ouvriers contraints de travailler «au noir».

INTERNATIONAL

LE PCE ADOPTE LE DRAPEAU DE LA MONARCHIE

Élections législatives le 15 juin

Malgré les importantes pressions de l'armée, le processus de transformation des institutions espagnoles continue : le gouvernement a fixé la date des élections au 15 juin prochain.

Désormais, toute l'activité des partis bourgeois est orientée vers la préparation des élections, à presque un mois de la campagne électorale qui commencera officiellement le 24 mai.

LA JOURNÉE DE LUTTE DU 15 AVRIL

La journée de lutte convoquée vendredi 15 avril par les commissions ouvrières et l'USO, et appuyée par les syndicats unitaires, s'est heurtée à la volonté de ces deux premières centrales elles-mêmes qui ont fortement insisté sur la nécessité de ne troubler en aucun cas «l'ordre public» et de ne pas mettre en cause le processus de «démocratisation» dirigé par Suarez.

Malgré ces limitations, ce sont sans doute un million et demi de travailleurs qui, sous des formes diverses, ont manifesté, dans toute l'Espagne, principalement dans les centres industriels de Madrid, de Barcelone et du Pays Basque.

Dans certains secteurs, comme les banlieues ouvrières de Getafe et de Aranjuez, la grève a été totale toute la journée. Dans la plupart des cas, ce sont des assemblées qui se sont tenues, où les travailleurs ont discuté la manière de lutter contre la loi anti-grève. Mais du fait des récents événements, c'est la légalisation des organisations ouvrières qui a été au centre des débats. De nombreuses motions ont été adoptées

réclamant la légalisation immédiate de tous les partis et de toutes les centrales syndicales, et exigeant la démission du gouvernement s'il ne satisfait pas à ces revendications.

Malgré les consignes centrales, quelques manifestations très durement réprimées par la police ont eu lieu notamment à Barcelone, Madrid, Valence.

PCE : «DANS LE PASSÉ, NOUS AVONS DÉFENDU LA RÉPUBLIQUE...»

La levée de bouclier de la droite franquiste après la légalisation du PCE a amené Suarez à durcir l'attitude de sa police.

C'était jeudi dernier l'anniversaire de la proclamation de la 2^e République, des manifestations sporadiques ont eu lieu à travers toute l'Espagne entraînant à chaque fois une intervention

brutale de la police qui s'était massivement disposée dans les agglomérations. Plusieurs réunions publiques, comme un festival de chanteurs des nationalités qui devait se tenir ce jour-là à Madrid, ont été interdites.

C'est le lendemain matin que le PCE choisissait pour décider, à l'issue de son premier comité central légal, d'abandonner le drapeau tricolore de la République, pour adopter celui, rouge et jaune, de la monarchie. La

décision a été prise, explique Carrillo, pour «exprimer notre reconnaissance après la légalisation du PCE», et il a ajouté : «Nous avons décidé de reconsidérer notre attitude envers un État qui nous a reconnus. Le drapeau espagnol ne peut être celui d'aucune fraction politique. Il est celui de tous les Espagnols. Dans toutes nos réunions, il sera placé à côté de celui du Parti Communiste... Dans le passé, nous avons défendu la République, mais aujourd'hui le choix n'est pas entre monarchie et république».

Sur le fond, il s'agit évidemment de désamorcer l'opposition des franquistes de l'armée, qui, en manifestant leur «répulsion» devant la légalisation du PCE, rappelaient mardi dans leur communiqué : «L'armée, unanime, considère qu'il est de son devoir imprescriptible de défendre l'unité de la Patrie, son drapeau, l'intégrité de ses institutions monarchiques et le bon renom des forces armées.»

Cette décision ne manquera pas cependant de révolter les travailleurs et les démocrates espagnols qui luttent pour la république depuis 40 ans.

À coup sûr, elle aiguëra les contradictions qui existent entre le PCE et un mouvement de masse où depuis plusieurs mois, le drapeau républicain tenait une place de plus en plus grande, à côté du mot d'ordre très populaire : «L'Espagne demain, sera républicaine !»

Mais c'est surtout dans les nationalités que les réactions devraient être les plus vives, dans la mesure où cet abandon de la perspective républicaine implique clairement que le PCE renonce à toute idée d'auto-détermination pour ne plus envisager que l'octroi de statuts d'autonomie très restrictifs.

Sa décision historique s'accompagne d'ailleurs d'une proclamation où, après un rappel de principe sur les droits des minorités «régionales», il se prononce pour «la défense énergique de notre patrie commune».

La république espagnole, proclamée le 14 avril 1931 avait aboli le drapeau des Bourbons (rouge, jaune et rouge) pour lui substituer un drapeau tricolore, rouge, jaune et violet. C'est Franco qui l'a restauré après deux ans et demi de guerre civile.



Cunhal à Paris

TOUJOURS PAS D'ACCORD AVEC LES «EURO- RÉVISIONNISTES»

Alvaro Cunhal était à Paris la semaine dernière.

Invité par le PCF, il a pu rencontrer aussi les dirigeants du PS, des radicaux de gauche et la CGT.

Non sans quelque embarras, il n'a pu que souligner les divergences qui le séparent de ses «homologues» d'Europe du Sud. «L'Eurocommunisme», a-t-il dit, «est un mot à propos duquel nous avons quelques objections. L'Europe, c'est une entité complexe. Il y a des pays socialistes d'un côté, il y a des pays capitalistes de l'autre. Nous, au Portugal, nous n'utilisons pas ce mot. Nous ne souscrivons pas à l'interprétation selon laquelle l'Europe, c'est l'Europe Occidentale. Nous considérons comme normal l'effort que font les communistes d'autres pays pour aborder leur propre voie. Cela dit, nous pensons que les solutions politiques pour les pays développés d'Europe capitaliste... ne sont pas applicables à la situation portugaise.»

Quelle différence de fond il y a entre les «solutions» préconisées par le PCP au Portugal et ce que représente l'eurorévisionnisme en Italie, en Espagne, en France. «Nous proposons, a rappelé Cunhal, un système d'alliances sociales et politiques très large qui puisse assurer le développement démocratique de la société portugaise... cela signifie une entente, un rapprochement entre socialistes et communistes». Mais on ne peut que constater l'impasse dans laquelle il se trouve aujourd'hui sa politique de colonisation de l'appareil d'État, en même temps qu'elle a suscité la révolte de nombreux travailleurs à échaudé la bourgeoisie portugaise qui la rejette aujourd'hui. L'exemple portugais, si fièrement mis en avant, il y a deux ans, n'est donc pour le PCF que le témoin gênant de ses propres perspectives.

C'est sans doute pourquoi Cunhal est reparti vendredi soir sans qu'aucun communiqué commun entre les deux partis n'ait été publié.

Pourtant, on ne voit guère

CARRILLO PIÉTINE LE SYMBOLE DE 40 ANS DE LUTTES ET D'ESPOIR

Suite de la une

En Espagne, le PCE piétine le drapeau républicain et s'incline devant l'emblème franquiste. Il se montre prêt à aller jusqu'au bout dans la collaboration de classe.

Les travailleurs d'Espagne ne feront jamais leur le drapeau du régime qui les a privés de liberté, opprimés, emprisonnés, assassinés pendant quarante ans. Les peuples d'Espagne rejettent ce symbole d'une oppression qui étouffe leurs aspirations et leur culture. Plus que jamais, il est clair que le PCE n'a plus aucun droit à se réclamer de tout un passé de luttes, de sacrifices et d'espoir.

Le peuple français a uni son combat à celui des peuples d'Espagne, en réclamant au traître Blum un soutien à l'Espagne en 1936, en envoyant des

combattants dans les brigades internationales. Les révolutionnaires espagnols se sont retrouvés dans les rangs de la Résistance en France. Ces dernières années, toutes les heures héroïques de la Résistance contre la dictature franquiste ont vu la mobilisation de nouvelles générations, contre l'assassinat de Grimaud, pour les cinq de Burgos en 1970, contre les derniers assassinats de Franco en 1975, et pour fêter la mort du dictateur. A chaque fois, ils ont levé bien haut le drapeau tricolore.

Les peuples d'Espagne rejettent les rénégats et les imposteurs révisionnistes. Rien ne les empêchera de poursuivre le combat engagé depuis 40 ans. Oui, Marchais, l'exemple et l'esprit des combattants des Brigades Internationales restent au cœur du peuple de France.

Levons haut le drapeau de la République espagnole !

INTERNATIONAL

Vienne : négociations sur la réduction des forces suspendues : impasse totale

La onzième session des négociations sur la réduction des forces en Europe (MFR) qui se poursuivent depuis 1973 à Vienne entre les pays de l'Est et de l'Ouest, s'est achevée sur une impasse totale, comme celles qui l'ont précédée. En fait, alors que dans le passé des propositions ont été au moins avancées, l'actuelle session a porté exclusivement sur l'évaluation des forces du pacte de Varsovie en Europe Centrale. Les Soviétiques affirment qu'il y a équilibre : ils affirment avoir 987 000 hommes dans cette région, alors que les forces de l'OTAN, les 48 000 soldats français en Allemagne compris, comptent 969 000 hommes.

Selon l'OTAN, les troupes du pacte de Varsovie compteraient 1 135 000 hommes. Cette dispute n'ayant pas abouti et n'ayant que peu de chances d'aboutir — bien que tous s'entendent pour que se poursuivent les discussions — les négociations de Vienne qui doivent reprendre dans un mois, seront de plus en plus une fiction qui masque l'accroissement réel de la puissance de feu au cœur de l'Europe.

Négociations SALT : Intense activité diplomatique à Washington

L'ambassadeur soviétique aux États Unis poursuit jour après jour ses rencontres avec les responsables américains au plus haut niveau. Après avoir rencontré Carter et Brezinski, il rencontre à nouveau Cyrus Vance et Warnke, le négociateur américain pour les accords SALT. L'impasse paraît toujours totale : après avoir pris connaissance du rejet soviétique exprimé dans la «Pravda» jeudi, Carter a affirmé, — contredisant ses propos d'il y a une semaine —, que le rejet soviétique était «prévisible» mais que les USA n'avaient «aucune raison de changer leurs propositions». De leur côté, les Soviétiques maintiennent les leurs, rejetées par les Américains en 1975.

Par ailleurs, Carter a fait sienne la thèse de son conseiller Brezinski qui divisait l'administration : «j'aimerais beaucoup rencontrer (M. Brejnev) avec ou sans accord SALT».

Carter et son plan

Après avoir liquidé l'essentiel de son plan de relance jeudi, Carter présentait son plan anti-inflation vendredi. L'objectif serait de réduire l'inflation d'un tiers au moyen du contrôle des prix et des salaires. Austérité dont le bon fonctionnement serait assuré par une commission présidée par le chef du syndicat AFL-CIO, Meany et par le patron de Général Electric, Ronald Jones, elle sera en liaison avec le secrétaire du Trésor Blumenthal. Il a cependant annoncé deux mesures graves : d'une part le programme anti-inflation de Carter s'accompagne de l'annonce de la hausse, de toutes manières, des prix des produits énergétiques. D'autre part, les réserves stratégiques américaines seront utilisées pour peser sur les cours des matières premières.

● ZAIRE : LES TROUPES MAROCAINES ENTRENT EN ACTION

Selon le gouvernement de Mobutu, une contre-offensive des troupes gouvernementales a eu lieu à la fin de la semaine dernière. Les troupes marocaines ont pris position à Kolwesi et soutiennent cette contre-offensive ; les combats seraient violents. Le pont aérien français a officiellement cessé vendredi. Quant à la nouvelle venant des rebelles katangais selon laquelle deux soldats français auraient été tués au Zaïre, elle a été démentie.

● PAKISTAN :

Des personnalités de plus en plus nombreuses, y compris des membres de son parti,

poussent le premier ministre Bhutto à organiser de nouvelles élections, après les mouvements des derniers jours contre le truchement des dernières élections. Bhutto devait faire une déclaration à ce sujet dans la soirée d'hier.

● PARTIS SOCIALISTES : UNE RÉUNION SUR BELGRADE

a réuni à huis-clos les dirigeants socialistes européens à Amsterdam, ce week-end, pour définir une position commune en prévision de la réunion sur l'application des accords d'Helsinki qui doit se tenir au mois de juin. Mitterrand et Defferre y ont rencontré Schmidt, Callaghan, Soares notamment.

DEUX ANS DE CAMBODGE LIBRE

Il y a deux ans, dans les rues de Phnom Penh libérée, éclatait la joie de la victoire. C'était l'aboutissement de cinq années de lutte contre le régime Lon Nol et l'agression de l'impérialisme américain. Tout en menant avec les Forces Armées de Libération, la guerre populaire, le FUNK avait organisé dans les zones libérées le pouvoir populaire et mobilisé les masses pour défricher et développer la production agricole. Dans la capitale même où les fantoches avaient déporté des milliers de Cambodgiens pour s'en servir comme des boucliers, les patriotes s'étaient soulevés. Le peuple cambodgien, aux côtés des peuples indochinois, infligeait une éclatante défaite à la super-puissance américaine, démasquant en même temps le rôle du social-impérialisme qui



avait refusé de le soutenir.

Depuis deux ans, le Cambodge libre a généralisé l'organisation du

pouvoir populaire. Il a obtenu de grandes victoires dans la reconstruction du pays. En comptant sur leurs propres forces, les travailleurs ont remis en

état les entreprises (cimenteries, industries textiles, usines de machines agricoles) et en ont fondé de nombreuses autres. Les paysans se sont mobilisés pour réaliser des travaux d'irrigation en grand, préparant le développement d'une agriculture socialiste mécanisée.

A l'occasion du deuxième anniversaire de la libération, le chef de l'État Khieu Samphan a déclaré notamment : « Nous avons récolté suffisamment de riz en 1975 pour nourrir la population et nous avons ensuite dépassé ce résultat... Tout ce que nous avons réalisé, nous l'avons fait avec nos mains. Avec nos mains, nous pouvons réaliser n'importe quoi. La progression de notre développement est conforme à notre résolution. Petit à petit, nous progressons pour devenir grands ».

Japon-URSS

NÉGOCIATIONS MARITIMES ROMPUES

Le négociateur japonais est rentré à Tokyo après que les négociations soviéto-japonaises aient été rompues à Moscou jeudi. L'un des principaux problèmes est la question des Iles Kouriles, autrefois japonaises et actuellement occupées par l'URSS qui prétend ne pas les restituer. Le gouvernement japonais refuse de reconnaître à l'URSS le droit de calculer la zone de 200 miles marins à partir de ces territoires

car, dit le responsable des pêches : « Ces îles sont japonaises », « La partie soviétique a dit que si nous acceptons leur ligne de démarcation, elle ferait des compromis sur les quotas », les quantités de poissons que les pêcheurs japonais peuvent pêcher à l'intérieur des eaux japonaises.

Du fait de la rupture des négociations, toutes les eaux situées dans les 200 miles marins soviétiques,

autrefois leurs zones de pêche, leur sont interdites ; les ports du Nord sont inactifs, 12 000 ouvriers sans travail, car les prises de cette zone représentaient 37 % des prises japonaises. De leur côté, les soviétiques reconnaissent faire 60 % de leurs prises dans les eaux territoriales d'autres pays.

Si le Japon et l'URSS étaient de redoutables piliers des mers autant l'un que l'autre, les moyens par

lesquels l'URSS tente de faire reculer le Japon et parvient à lui faire perdre un tiers de ses prises, sans qu'il puisse riposter, montrent que l'URSS ne reculera devant rien pour satisfaire ses ambitions : sa puissante flotte de Vladivostok et des Kouriles est seulement utilisée comme moyen de dissuasion et de pression pour parvenir à ce résultat. Si elle est nécessaire, demain elle sera utilisée plus largement et directement.

LE MINISTRE BRITANNIQUE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EN RHODÉSIE ET EN ANGOLA

Dans le cadre de sa tournée en Afrique Australe, le ministre des affaires étrangères britannique Owen était samedi en Rhodésie. Il a rencontré une dizaine de délégations de différentes organisations et a eu un entretien avec le chef du gouvernement raciste Smith. A la suite de cette rencontre, il a déclaré qu'il lui semblait possible d'organiser prochainement une conférence constitutionnelle pour l'indépendance du Zimbabwe. Mais Smith a été moins optimiste. Dimanche, Owen a effectué un voyage imprévu en Angola, où il avait eu des discussions au sujet de la Namibie. Ainsi, par delà la question de la Rhodésie où le gouvernement britannique est impliqué en tant que tel, il apparaît qu'Owen se pré-

sente comme porteur d'un plan américano-britannique global pour l'Afrique australe.

Carter a confirmé de son côté son intérêt pour l'Afrique australe en annonçant que son vice-président Mondale y serait chargé d'une mission spéciale. Alors que Kissinger était resté en coulisses, il a affirmé que les États-Unis pourraient participer à une nouvelle conférence sur la Rhodésie. Cette volonté d'intervenir plus directement et d'imposer rapidement des compromis aux racistes montre que les impérialismes occidentaux sont contraints de prendre des initiatives de peur d'être pris de vitesse par l'URSS, après le voyage de Podgorny en Afrique.

Fin de la réunion sur le transfert de technologie nucléaire Tiraillements entre les USA les autres pays

La réunion de Chiraz, en Iran, sur le transfert des technologies nucléaires s'est achevée vendredi sans déclaration officielle commune. Cependant le président a donné le ton des débats qui ont largement tourné à la critique de la politique américaine. « Nous devons accepter des systèmes plus élaborés de contrôle pour empêcher le détournement de plutonium et la prolifération des armes... cela est mieux que de freiner la technologie », ce qui est précisément le cas de Carter tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Quant au document officiel qui tire les principaux points de la réunion, il affirme : « Des restrictions

unilatérales sur le transfert de technologie, et le développement de l'énergie nucléaire dépasse les problèmes internes à chaque pays, et réduit les activités contractuelles légitimes ».

Ainsi le consensus s'est fait contre la politique de Carter qui n'avait pour le supporter quasiment que le Canada. Selon le journal américain « Washington Post » : « Les responsables allemands, pakistanais et indiens étaient parmi les plus critiqués. Les délégués officiels français se tinrent coi à propos des déclarations de Carter, conformément aux ordres du président Valéry Giscard d'Estaing, disait-on ».

Prochainement, la parution du livre

"ADIEU ISRAËL"

par Efraïm SEVELA
Éditions Guy AUTHIER

POURQUOI LES JUIFS SOVIÉTIQUES QUITTENT ISRAËL ?

Les éditions Guy Authier vont publier prochainement «Adieu Israël». Dans ce livre, le cinéaste soviétique Efraïm Sevela raconte son histoire. Le 24 février 1971, en fin de matinée, avec 23 autres juifs, il occupait la salle d'accueil du Palais du Soviet Suprême à Moscou, pour tenter d'obtenir le droit d'émigrer en Israël. Ce droit qui lui sera accordé ainsi qu'à 19 autres, crée un précédent : le départ massif des juifs d'Union Soviétique vers l'État sioniste, a commencé après ces événements.

Six ans plus tard, Sevela, comme des millions d'autres émigrants juifs, a décidé de quitter à jamais l'État d'Israël. Il conclut son récit en déclarant que l'État d'Israël est condamné à disparaître à bref délai, après avoir montré à la lumière de quelle expérience les illusions qu'il nourrissait en février 71 ont chez lui brutalement disparu.

Sevela ne met pas en lumière les racines de la situation subie par les juifs d'Union Soviétique. Dans sa condamnation de l'antisémitisme en URSS, Sevela met sur le même plan le régime socialiste et les réalisations qu'il a accomplies durant des dizaines d'années en URSS, et l'actuelle dictature fasciste qui les a anéanties. Il ne remet pas non plus en cause le «bien fondé» des «idéaux» sionistes, s'il s'en tient souvent à une critique de l'incapacité de l'État d'Israël à les réaliser, sur certains points il blanchit l'État sioniste, par exemple lorsqu'il évoque la «bonne» attitude du soldat israélien en territoires occupés. Mais, dans le même temps, il porte un regard très lucide sur de multiples aspects de l'État sioniste, à propos duquel il parle de «national-socialisme», et sur l'utilisation sans précédent des juifs d'Union Soviétique comme monnaie d'échange dans les tractations internationales des super-puissances.

Exprimant le désarroi de la «société israélienne» depuis l'offensive des peuples arabes en 73, Sevela fournit ici le premier témoignage, «de l'intérieur», des émigrants juifs soviétiques qui abandonnent Israël, éclairant un phénomène qui, en prenant de plus en plus d'ampleur, mine les fondements mêmes de l'État sioniste.

Jusqu'en février 1971, Sevela faisait partie de la bourgeoisie soviétique : «Un magnifique appartement au centre de Moscou, un salaire très important et stable qui nous permettait d'avoir, à la longue, de quoi tenir cinq ans, un travail dans le cinéma où je connaissais un début de gloire. Nous avions à notre disposition les villégiatures de la Mer Noire et de la Baltique, les maisons de repos réservées aux artistes où, servis aux frais de l'État, nous, l'élite créatrice choyée par le gouvernement, pouvions tranquillement jouir de la vie.»

Sevela se découvre juif lorsque l'antisémitisme se manifeste en URSS, manifestation dont il date quant à lui le développement à l'époque de la fondation de l'état sioniste, en 1948. Il décide de tout abandonner en URSS. Débarquant à Tel Aviv, il fait bien vite un certain nombre de constats qui, jour après jour, vont être confirmés. Tous les éléments qu'il fournit montrent le degré de fragilité de l'entité sioniste et les bases artificielles sur lesquelles elle repose. Il y a l'ampleur du

racisme, des divisions ethniques et raciales.

« (...) Un courant divise la société israélienne en deux camps activement hostiles selon un principe racial : c'est celui de la couleur de la peau. Il y a les juifs blancs et les juifs noirs... Le peuple créateur du monothéisme trace une limite infâme devant un dieu unique, sépare ses compatriotes et ses co-religionnaires selon les critères mêmes des ennemis séculaires des juifs, ceux des racistes... »

On a parqué les juifs afro-asiatiques dans des nouveaux ghettos, on les a condamnés à une inactivité démoralisante et on les a définitivement corrompus, par des aumônes misérables et humiliantes qui ont abaissé ces hommes jusqu'à en faire des quémendeurs et des hommes en bas de l'échelle sociale.

Efraïm Sevela explique comment en plein cœur de la guerre d'octobre 73, des querelles mettaient aux prises les soldats des unités sionistes, se divisant entre occidentaux, russes, afro-asiatiques.

efraïm sevela

adieu israël

les juifs russes et israël



L'idéologie religieuse est censée souder la société israélienne mais, le fanatisme religieux des sectes entretient d'importantes contradictions. «L'emprise que la religion exerce dans un pays où l'écrasante majorité de la population est athée dénature la vie, mutile et brise des vies et conduit à des conséquences tragiques», note Sevela qui explique comment par exemple, l'opposition aux mariages entre juifs et non juifs, a poussé des jeunes gens au suicide.

Tout en rendant compte des graves contradictions existant parmi les juifs de la «société israélienne», l'auteur examine également les rapports de cette société avec les Arabes Palestiniens. Il porte sur cette réalité des appréciations contradictoires. Il nie la violence quotidienne exercée par la soldatesque sioniste contre la population arabe : «Précisons tout de suite : je ne suis absolument pas d'accord avec ceux qui, voulant déprécier Israël, le traitent d'État fasciste et comparent la conduite des soldats israéliens envers la population arabe des territoires occupés avec les atrocités hitlériennes commises également en pays occupés... Non, il n'y a pas de fascisme en Israël...» Pourtant, un peu plus loin, Sevela dénonce ce qu'il appelle le «national-socialisme» d'Israël

dont un signe manifeste dit-il est : «L'utilisation à grande échelle, de la main d'œuvre arabe importée des territoires occupés. La statistique officielle n'est pas publiée, mais à en juger par les informations éparses qui filtrent dans la presse, on peut estimer à plus de 50 000 le nombre d'arabes quotidiennement occupés en Israël.

Chaque matin à l'aube, venant de Naplouse, Hébron, Bethléem et de Gaza, des centaines de camions se dirigent vers la «ligne verte» — la frontière de 1967, — avec, pour chargement, des arabes serrés épaule contre épaule, la tête couverte de foulards blancs ceints d'un cordon noir. Ils travaillent sur presque tous les chantiers de construction, dans de nombreuses usines et fabriques, dans des plantations de fruits et légumes, font les revêtements des routes et déracinent les arbres, enlèvent les ordures et transportent les chargements sur leur dos.

A la différence de ce qui se passe en Europe, les chantiers de construction sont très peu mécanisés en Israël. Les bras arabes sont bon marché et reviennent moins cher que l'importation des machines, d'autant que l'essence a maintenant augmenté.

Sans ces bras bronzés, habitués au soleil ardent et au vent, le Khamsin, l'économie du pays serait morte depuis longtemps.»

COMMENT JE SUIS DEVENU JUIF ?

(...) Je suis citoyen de l'État d'Israël depuis quatre ans.

J'ai rencontré récemment un homme que j'avais connu en Russie, alors qu'il occupait là-bas une place importante dans l'industrie cinématographique et qui était considéré comme l'un des meilleurs producteurs de films.

Cet homme m'a dit des paroles effrayantes qui peuvent servir d'épilogue à ce que je viens de raconter.

«S'il ne tenait qu'à moi, — m'a-t-il dit, — j'aurais installé vingt-quatre potences et je vous aurais tous pendus, tous autant que vous êtes, pour avoir fait le malheur de milliers d'êtres humains qui vous ont emboîté le pas dans la brèche que vous avez percée avec votre maudite grève. Moi aussi, je vous ai suivis.

J'essayai de m'en sortir par une plaisanterie et dis que vingt potences suffiraient, parce que quatre d'entre nous sont encore en prison en URSS.

«Bon, vingt si vous voulez, — répondit-il avec indifférence. — Mais au fait, pourquoi vous pendre, vous êtes déjà suffisamment punis, vous êtes en Israël. (...)»

LEÇONS DE DÉMOCRATIE

Tout cela a été fait par les juifs ! jubilait, comme un enfant, mon ami qui venait d'arriver, et se trouvait alors, comme nous l'avions été aussi, dans un état d'amour inconditionnel quasi-dément pour tout ce qu'il voyait (...)

Deux ans auparavant, j'étais comme lui en train de nager dans la joie et l'allégresse sous n'importe quel prétexte, quand — et cela se passait aussi sur une autoroute, mais près de Haïfa la voix calme de mon voisin d'autobus, en Israël depuis de longues années, m'avait refroidi comme un seau d'eau glacée. Il avait regardé avec une tristesse non sans ironie mon visage enthousiaste, et, apparemment lassé par mes incessantes exclamations, m'avait dit :

«Du calme, du calme... Tu es ridicule. C'est vrai que cette route n'est pas mal, mais elle n'a pas été construite par des juifs, mais par des ouvriers arabes que nous avons payés avec de l'argent reçu d'Amérique. Et on a englouti tellement d'argent dans cette construction que, si l'on creuse un peu, on verra qu'elle repose au moins sur un mètre d'or pur. Dans un autre pays, pour le même prix, on construit sept autoroutes. Tu parles d'un grand peuple ! Aucun autre n'est capable de fiche en l'air une telle somme d'argent. (...)»

J'aurais pu répéter la même chose à mon ami et susciter en lui l'hostilité que j'avais ressentie alors. J'avais vu de mes propres yeux se construire cette autoroute sur laquelle nous roulions, j'avais vu des centaines d'arabes attaquer péniblement le sol pierreux, j'avais vu travailler les bennes bulldozers oranges, don des juifs américains. Qui plus est, je savais déjà que ces forêts, elles aussi, n'avaient pas été plantées par des juifs, mais par des ouvriers arabes embauchés grâce aux subventions d'un organisme juif international qui s'employait à reboiser Israël. Tout ce que nous voyions n'était pas à nous, mais nous avait été donné, était né de mains étrangères payées par autrui. (...)»

(...) Des dizaines de milliers d'immigrants d'URSS attendaient avec une impatience bien compréhensible, les élections à la Knesseth. Après le rideau de fer, après la botte d'un régime totalitaire, ils voyaient dans leur participation à des élections réellement démocratiques, pour la première fois de leur vie, le triomphe de leur combat pour la liberté enfin réalisé en Israël.

La déception n'en fut que plus cruelle. On ne leur permit pas d'exprimer librement leurs volontés, la démocratie israélienne montra sa véritable face, qui n'avait rien d'attrayant et était même plutôt repoussante. (...)»

La majorité des nouveaux citoyens ne reçurent pas de carte d'électeur, sans laquelle on ne peut accéder aux urnes. Comme ils parlaient très mal l'hébreu ou pas du tout, ils essayaient, mais en vain, de se faire expliquer cette absence de cartes, pour finalement recevoir des réponses tardives et incohérentes : les cartes leur auraient été envoyées, par erreur, dans d'autres villes, là où ils avaient quelque temps vécu dans les oulpans (écoles d'hébreu) après leur arrivée.

La rue Brenner est entièrement peuplée de nouveaux venus d'URSS. Seuls, un petit nombre d'entre eux, ceux qui avaient tout de suite flairé le vent et avaient opté ouvertement pour le parti au pouvoir afin d'avoir leur part du gâteau, avaient reçu des cartes d'électeur. Les autres ne parvinrent pas à savoir où les élections avaient lieu. (...)»

Ces premières élections «libres» de leur vie dissipèrent chez nombre d'immigrants d'URSS les illusions qu'ils avaient encore quant à la démocratie d'Israël. (...)»

LE SOCIALISME ISRAËLIEN DE FACE ET DE PROFIL

(...) C'est ainsi que voisinent paisiblement, dans la seule ville de Tel-Aviv, les quartiers de taudis de Hatikah (espoir) avec le quartier de Saryan où des villas, les unes plus belles et plus riches que les autres, se cachent dans des forêts de pins, comme en Floride ou à Miami Beach.

Sur 614 000 familles citadines israéliennes, 132 000 familles, soit près d'un demi-million d'êtres humains, vivent dans la mendicité, ou à la limite de la mendicité ; 69 000 familles (300 000 hommes) vivent à deux ou trois dans une seule pièce.

Arrêtez-vous sur ces chiffres ! En Israël, un juif sur trois végète dans une mendicité officiellement reconnue et classée.

Et les quartiers comme à Katamon répandent sur le pays tout entier une odeur de drogue, de prostitution et de criminalité.

Alors que dans les allées bordées de palmiers de Césarée et de Herzliya, les fils à papa des nouveaux riches millionnaires qui suivent la foulée des fonctionnaires importants du parti socialiste, montent tranquillement des chevaux pur sang bien nourris, (...)»

(Extraits de «Adieu Israël»)

CINÉMA

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

76^e épisode

Le chat fit la grimace. Le malentendu enlevait de l'imprévu à la question.

— Je veux dire à Alger.

— Je représente le Vercors !

Le chat joignit les mains, priant le ciel de le préserver d'une pareille naïveté. Il attendit qu'une mouche se pose pour formuler sa deuxième question dans un silence total :

— Bon ! Vous avez conservé des doubles de documents militaires secrets ?

Bouche bée, Morestel fut plus ébloui que surpris. Merveilleux comme ces hommes arrivent toujours à tourner une question.

— Non, dit-il. (Et il ne croyait pas mentir.)

— Si ! Des documents sur le Vercors !

— Non !

— Vous êtes un fou... ou un agent communiste !

Le chat se leva. Morestel étouffa un ricanement. Le chat sonna. Deux malabars entrèrent. L'un derrière Morestel, l'autre derrière le bureau.

— Je répète la question ! Vous avez conservé ces doubles ?

Un grand calme envahit Morestel. Il leva ses yeux vers les yeux du chat :

— Je suis assez pressé. J'ai rendez-vous à six heures au commissariat à l'Intérieur !

Le chat frappa le bureau de sa règle :

— Ce n'est pas vrai !

— Téléphonez si vous voulez !

Le chat s'assit. Morestel se leva. Le chat obéit et souleva le téléphone. Partie gagnée ! Le chat se transforma en petit flic. Sa voix ondulait :

— Ici, Henri Morestel. Je voulais m'assurer que c'est bien à six heures que j'ai rendez-vous avec monsieur le Commissaire !

Une voix féminine répondit « oui » au loin.

Le policier raccrocha.

— Ils savent où vous êtes ?

— Oui !

— Au revoir, monsieur Morestel.

Dans le soleil, le montagnard eut un moment de délire. Il sortait d'un roman de Kafka. Après la nuit des bureaux, la Méditerranée bleue et or remontait jusqu'à l'infini. Avant six heures, il lui restait juste le temps d'aller nager.

L'orchestre jeta les premières mesures du *Beau Danube Bleu*. Morestel, chauve et noir dans son smoking, se retourna, les yeux à la hauteur de la véranda.

Marie-Anne ouvrait le bal dans les bras du commissaire à l'Intérieur, robe rouge bordeaux dans l'étreinte noire du ministre souriant. Près d'eux, les cheveux blancs du sénateur, les cheveux blonds d'une marquise. Deux toupies : l'une noire bleue, l'autre noire rouge.

Morestel en perdit les saccades du rythme, le mouvement noir rouge devint perpétuel comme un tourbillon. Il sourit au commissaire qui passait près de lui, mais pas assez vite : le sourire tomba sur Marie-Anne.

Dans les salons, arrivaient les premiers invités du bal. Visages anxieux. Visages non encore détendus par le dîner, par le coude à coude. Visages de femmes voulant savoir qui était au dîner. Visages de femmes aux faux sourires, essayant de se fondre trop vite à l'atmosphère des soixante élus du dîner, pour que les retardataires croient qu'elles en étaient. Un groupe d'aspirants kakis montait à l'attaque : provision d'hommes, réserve de jeunesse utilisée aujourd'hui pour la valse, demain pour la guerre.

Les cercles se formaient... Morestel serra des mains.

Devant lui, les courtisans s'affairaient, étonnés de le voir chez le sénateur, ne sachant pas qu'il connaissait le fils Vieljeu. Hier, ils lui faisaient la moue ; aujourd'hui, ils se le présentaient les uns aux autres : n'avait-il pas été du dîner ?

Le sénateur apparut : ruée des politiques.

Marie-Anne le suivait : ruée des aspirants.

La fumée, l'air tiède, la musique, le ronron des conversations glissaient parmi les invités, pénétraient en eux, les amalgamaient, débordaient vers la pelouse, s'élevaient doucement dans la nuit bleue, comme le halo rouge des villes. Les conversations allaient en contrepoint de la musique. Enveloppés de coton, les sujets sérieux se domestiquaient.

(à suivre)

«DE SOL À SOL» : CONNAÎTRE (UN PEU) LES PAYSANS PORTUGAIS

«De sol à sol», du soleil au soleil, de son lever à son coucher : tel était souvent l'horaire de travail de l'ouvrier agricole portugais, du temps des Caetano, du Salazar, du temps du fascisme. Le refrain de la chanson du GAC (chanteurs portugais progressistes) qui rythme le film reprend sous tous les aspects cette dure condition.

Le film qui commence dans le nord du pays, sur les champs en terrasse que la pénétration du capitalisme dans les campagnes portugaises condamne à une triste abandon s'achève dans la grande plaine du sud, l'Alentejo, autrefois domaine des latifundiaires, patrie de la résistance des ouvriers agricoles et de leur héroïne, Catarina Eufémia.

Entre-temps, nous aurons vu la manière dont un curé, plus potentat local que prêtre (mais les choses pouvaient-elles vraiment être distinguées au Portugal ?) comment ce curé propriétaire foncier a dépouillé une famille. Des travailleurs de la terre, dans ce langage direct si familier au Portugal d'après le 25 avril, auront décrit leurs conditions de vie insupportables. Une vente directe à large échelle, pratiquée à Lisbonne par les coopératives fondées après l'expropriation des propriétaires fonciers, nous aura été montrée. Et nous aurons pris connaissance de quelques-uns des aspects du fonctionnement de ces coopératives.

Le film, tourné après le coup de force réactionnaire



L'élan révolutionnaire qui s'est manifesté chez ces femmes et ces hommes du peuple, est garant de l'avenir du Portugal...

du 25 novembre 1975, est tout entier tourné contre l'ancien régime fasciste et contre le gouvernement déjà dominé par le parti socialiste qui était en place au moment du tournage. Il cherche à promouvoir, contre ces forces, une alliance des ouvriers agricoles du sud et des petits paysans du nord.

Il laisse cependant complètement dans l'ombre une grave question : durant l'été 75, on s'en souvient, les paysans du Nord du pays se soulevaient massivement contre le PCP, alors dominant au gouvernement ; certes, des nostalgiques du fascisme, ces «caciques» de village de l'ancien régime, étaient infiltrés dans leurs rangs, et mettaient, largement à profit leur action

pour préparer le retour en force de la réaction classique qui devait s'en suivre. Pourtant, cette révolte posait la question du capitalisme d'État naissant que le parti de Cunhal tentait d'imposer au Portugal, du sort que ce régime réservait, non seulement aux petits paysans, plus que jamais victimes sous ce nouveau régime d'exploitation, mais aussi aux travailleurs, par exemple dans les entreprises nouvellement nationalisées.

Sans poser cette question sans avancer dans sa résolution, il était difficile aux auteurs d'effectuer une avancée réelle dans le bilan de la lutte des classes au Portugal d'avril 74 à novembre 75. Question décisive pourtant, et sur laquelle on

attend que les révolutionnaires portugais parviennent à fournir une réponse.

Il reste un témoignage, unilatéral mais vivant. Avec toute la droiture du peuple portugais prenant haut et clair la parole après des années de nuit fasciste.

Avec, chez ces femmes et ces hommes du peuple, cet élan révolutionnaire que chacun, dans ces mois, aura ressenti en parcourant le Portugal, et qui, malgré les sournois raffermissements du régime bourgeois actuel, représente toujours l'avenir du Portugal.

Programme télé

LUNDI 18 AVRIL

TF 1

13 h 00 - TF 1 Actualités
13 h 50 - Restez donc avec nous
18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Les patapluches
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Les lettres volées, feuilleton
19 h 15 - Pétrus, Pétrone, Pétrôle
19 h 20 - Actualités Régionales
18 h 45 - Hé bien... raconte !
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Pétulia film anglais de R. Lester (1968)
22 h 10 - Titre courant
22 h 20 - Archives du XX^e siècle : Roger Caillois
23 h 15 - Journal

A 2

14 h 00 - Les après-midi d'Antenne 2
19 h 45 - Flash information

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tielire
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 55 - Rencontre Mozart-Michel Bouquet
22 h 55 - L'huile sur le feu
23 h 35 - Journal

FR 3

18 h 45 - Flash
19 h 05 - Sport 22
19 h 20 - Actualités Régionales
18 h 40 - Tribune libre, le père Bruckberger
18 h 55 - Journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Cinéma public : «Voici le temps des assassins», film français de J. Duvivier (1955)
22 h 20 - Journal

LA JUSTICE AU QUOTIDIEN

LES FLAGRANTS DÉLITS

caricature de la justice bourgeoise

«Vous vous appelez Ackerman Serge, vous êtes né le 10 avril 1957 à Bagneux». Le président Chemin lit le dossier du prévenu et l'interroge sur les faits reprochés : utilisation d'une blouse et de quelques instruments de médecine à l'hôpital Lariboisière. Le manège du jeune homme a intrigué certains malades qui ont appelé les gardiens. Aucun vol n'a été commis. A vrai dire le délit n'est pas constitué. Mais le prévenu a un casier chargé, le procureur demande un an de prison

ferme. Le tribunal infligera huit mois ferme. A la 23^e Chambre Correctionnelle du Tribunal de Paris, les mois de prison succèdent aux mois de prison. Bien qu'un peu plus respectueux des formes, les «flags» continuent d'envoyer en prison jeunes et immigrés, souvent pour de petits délits, parfois pour des délits plus importants, toujours à partir d'une instruction sommaire et une défense encore plus sommaire : une caricature de la justice bourgeoise.

fonction du casier. En flagrant délit on est jugé sur le rapport de la police et sur la longueur du casier judiciaire.

QUELQUES ABUS ONT ÉTÉ GOMMÉS

Cette procédure est donc bien adaptée à notre société libérale muselée. Notamment à Paris, les «flags» ont suivi avec une docilité exemplaire la campagne de Poniowski sur la sécurité.

Après 24 ou 48 heures de garde à vue, deux ou trois minutes d'audience, on voyait tomber des condamnations à 4 ou 5 ans de prison ferme. Chaque prévenu peut demander à être assisté d'un avocat commis d'office, mais celui-ci n'a que quelques minutes pour feuilleter le dossier, aussi la

partie : c'est elle qui instruit l'affaire et ne pose donc que les questions qui appuieront sa thèse. Mais c'est elle aussi qui choisit la voie par laquelle le prévenu sera jugé. Derrière l'accusation, c'est le pouvoir politique qui décide.

Un des fondements du droit pénal est ce qu'on appelle la personnalisation

d'aucune des garanties d'une instruction normale, notamment il ne peut réclamer un avocat. C'est à la suite de l'interrogatoire que le procureur choisit entre trois possibilités :
— citer le délinquant à une audience normale,
— faire ouvrir une information,
— faire juger en flagrant délit.

S'il décide de faire juger l'individu en flagrant délit, il décerne contre lui un mandat de dépôt, ce que seul un juge d'instruction peut faire d'ordinaire. Le procureur doit faire juger l'individu dans un délai très bref : si le tribunal siège au moment où il décerne le mandat de dépôt, l'individu doit y être conduit immédiatement, sinon il doit être conduit à l'audience du lendemain. Si c'est impossible, il est obligé d'ouvrir une information normale. Mais certains magistrats ont l'échine très souple. C'est ainsi qu'en mai 1968, ils ont accepté de siéger spécialement un dimanche matin pour condamner des étudiants à de lourdes peines qui devaient d'ailleurs être considérablement diminuées en appel.

Lorsque le prévenu est conduit devant le tribunal, le président doit le prévenir qu'il a le droit de demander un délai pour préparer sa défense ainsi que l'assistance d'un avocat. Le délai est au minimum de trois jours.

LES DROITS DE LA DÉFENSE BAFOUÉS

Dans la procédure de flagrant délit, l'accusation détient l'initiative tout au long de la procédure et la défense n'intervient qu'au bout du parcours, le plus souvent pour marchander sur l'importance de la peine. Alors que dans la procédure normale, c'est une autorité indépendante à la fois de l'accusation et du tribunal qui jugera l'affaire, le juge d'instruction, qui fait l'instruction, en cas de flagrant délit, par contre, l'accusation est à la fois juge et



«Le pouvoir guidant la justice»

de la peine : ceci veut dire que la peine doit être proportionnelle au délit, mais aussi adaptée à la personnalité du délinquant. C'est pourquoi une part importante de l'instruction est réduite à l'examen du casier judiciaire du délinquant. Ses efforts ou ses difficultés de reclassement importent peu. On juge moins en fonction de l'importance des faits qu'en

plupart refusaient d'assurer cette parodie de justice. Les protestations ont fusé : publication d'un livre par Christian Hennion, journaliste à «Libération», manifestations d'avocats, protestations du syndicat de la Magistrature, protestation du bâtonnier. Mme Rozès, président du Tribunal de Paris a assuré que les abus avaient disparu, nous avons voulu nous en assurer.

LES AUDIENCES

23^e Chambre Correctionnelle de Paris, 13 H 30. Une quinzaine de détenus s'entassent dans le box. Qui sont-ils ? A 90% des jeunes, pour 60% des immigrés. Marc Rozès assure qu'il n'y a plus que des petites affaires en flagrants délits : mais cet après-midi, il y a un vol qualifié, ce qui est en principe passible des Assises. Il y a trois semaines, dans une affaire de coups et blessures, on a distribué deux fois, trois ans de prison, mais surtout, il y a là des vols dans les grands magasins, des vols de motos, de la grivèlerie d'aliments. Beaucoup sont des exemples de cette inexorable machine à broyer les gens du peuple qu'est notre appareil judiciaire. Un drame dans la vie, le chômage, le divorce, l'alcool, un petit scandale dans la rue sont des flags. Et l'on voit des multi-récidivistes du petit vol. Car une chose est sûre : si la société produit sa propre délinquance, la prison produit encore plus sûrement ses récidivistes. Toute personne emprisonnée a de fortes chances d'y retourner.

Les abus les plus voyants ont disparu. Le président prévient les prévenus de leurs droits, il signale que s'il accorde un délai, il ne sera que de trois jours. Depuis les critiques dont a été l'objet cette procédure, chaque affaire dure un peu plus longtemps : entre 5 et 12 minutes. Le président et le procureur sermonnent les prévenus avec paternalisme, forme élégante du mépris de classe.

Quand il s'agit d'immigrés, les peines restent très lourdes : 4 mois ferme pour une infraction à un arrêté d'expulsion, trois mois fermes pour un couteau à cran d'arrêt. Les abus les plus voyants ont disparu, mais l'outil demeure et conserve son caractère répressif à l'encontre des gens du peuple.

LES FLAGRANTS DÉLITS

La procédure des flagrants délits est une procédure qui permet de juger dans des délais très brefs les auteurs de certaines infractions. Elle est prévue par les articles 71 et 393 à 397 du Code de procédure pénale.

Qu'est-ce qu'un délit flagrant ? C'est celui qui est en train de se commettre ou qui vient de se commettre. L'article 53 du Code de procédure ajoute : «Il y a aussi crime ou délit flagrant lorsque, dans un temps très voisin de l'action, la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique ou est trouvée en possession d'objets, ou présente des traces ou indices laissant penser qu'elle a participé au crime ou au délit».

Le Code assimile encore à un flagrant tout délit «commis dans une maison dont le chef requiert le procureur de la République ou un officier de police judiciaire de le constater». On le voit la motion est plutôt vague et très extensible.

La procédure ne peut pas s'appliquer dans tous les cas. Elle exclut pour : les délits de presse, les délits politiques, les délits forestiers, militaires, de chasse, de pêche, de contributions indirectes, de fraude alimentaire. Elle est exclue pour les mineurs, l'abaissement de l'âge de la majorité a donc restreint la portée de cette limite. Enfin, elle ne peut s'appliquer que pour les infractions pour lesquelles le Code pénal prévoit une peine de prison.

LE RAPPORT DE POLICE

Le délinquant est interrogé par la police puis conduit devant le procureur. Celui-ci exerce en fait les mêmes pouvoirs qu'un juge d'instruction, alors qu'il est fonctionnaire, tenu d'obéir à ses chefs, dont le ministre de la justice, ce qui limite largement son indépendance. C'est lui qui décide s'il y a lieu de recourir à la procédure de flagrant délit. Il commence par faire lui-même une instruction sommaire en interrogeant le prévenu. Celui-ci ne dispose

DRACULA AU PALAIS

La salle de la 23^e Chambre est pleine. Pleine de retraités, propriétaires pour la plupart, qui viennent là régulièrement. C'est moins cher que le cinéma ! Ils se connaissent donc tous et devant moi, une honorable vieille dame fait un scandale parce qu'une autre honorable vieille dame s'est assise à côté d'elle. Elle me prend à témoin : «J'ai 73 ans, Monsieur, ça fait huit ans que je viens au Palais, je connais toutes les chambres, elle n'est pas de cette chambre, ce n'est pas sa place !».

On scrute avec avidité les visages des prévenus, on les dévisage. Au besoin, on se lève pour mieux voir. «Vous savez, je suis une grande sensible. L'autre jour, une fille s'est jetée la tête contre les murs en entendant sa condamnation. J'ai crié, j'ai eu peur, que voulez-vous, je suis très sensible, moi !». Par centaines, les flagrants délits, c'est Dracula au Palais. Mais ce Dracula a de claires bases de classe. Le procureur le sait bien : très démagogue, il n'hésite pas à prendre à témoin ce public pour appeler la défense de la propriété et de la sécurité.

L'ombre des lettres de Poniowski aux retraités sur leur sécurité plane ici.